



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

9731^e séance

Mardi 24 septembre 2024, à 15 heures

New York

Provisoire

Présidents : M. Žbogar/M. Golob/M^{me} Fajon (Slovénie)

Membres :

Algérie	M. Attaf
Chine	M. Wang Yi
Équateur	M. Barberis
États-Unis d'Amérique	M. Blinken
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. Barrot
Guyana	M. Todd
Japon	M. Akahori
Malte	M. Borg
Mozambique	M. Gonçalves
République de Corée	M. Cho Tae-yul
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Lammy
Sierra Leone	M. Kabba
Suisse	M. Cassis

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Avant de débiter cette séance, je voudrais appeler l'attention sur un certain nombre de questions qui sont d'une importance fondamentale pour comprendre les questions de procédure.

Comme on le sait, depuis le début, le programme de travail de la présidence slovène pour le mois de septembre ne prévoyait aucune séance d'information de haut niveau sur l'Ukraine. Une seule séance avait été proposée par la présidence au cours de la semaine de haut niveau, sur une question unificatrice, à savoir le « leadership pour la paix », qui aurait pu donner lieu à une discussion intéressante sur la question du renforcement de l'efficacité de la coopération multilatérale, que nous avons déjà soulevée au cours de notre présidence du Conseil de sécurité en juillet. Cela aurait pu se faire. Cependant, il est clair que ce ne sera pas le cas, car les pays occidentaux n'ont pas pu s'abstenir d'empoisonner l'atmosphère, en essayant une fois de plus d'occuper le temps d'antenne avec la question rebattue de l'Ukraine, dont le reste du monde commence à être las. La seule raison de la tenue de cette séance est d'offrir à Volodymyr Zelenskyy une nouvelle arène de spectacle à l'ONU, cette fois dans la salle du Conseil de sécurité. Un groupe de membres de l'Union européenne et de l'OTAN s'est assemblé pour entonner son refrain, marchant au pas à chaque fois qu'ils sont appelés à se rendre au Conseil de sécurité pour calomnier la Fédération de Russie.

Cela aurait même pu être une illustration intéressante de la dépendance de ces pays à l'égard du grand frère qu'est l'OTAN en matière de politique étrangère, s'il ne s'agissait pas dans le même temps d'un nouvel exemple sinistre de la manière dont l'Occident collectif continue de porter des coups à l'autorité du Conseil de sécurité pour faire avancer ses desseins géopolitiques. Aujourd'hui, la présidence slovène du Conseil a l'intention d'autoriser 11 délégations à participer à cette séance en vertu des articles 37 et 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, alors qu'il ne s'agit pas d'un

débat public mais d'une séance d'information, ce qui, conformément à la pratique établie, ne permet pas la participation d'un aussi grand nombre d'États qui ne sont pas membres du Conseil.

Sur quels critères la présidence s'est-elle appuyée pour réunir cette équipe de supporters ? Nous comprenons pourquoi on a invité l'Ukraine et certains pays de l'Union européenne qui sont ses voisins. Mais quid de la Lituanie, de l'Allemagne, du Danemark et de l'Italie ? Quel rapport direct ces pays ont-ils avec ce qui se passe ? Pour eux, il s'agit simplement d'une occasion d'être vus sur les écrans de télévision et de tenir des propos antirusse. La présidence slovène du Conseil en est parfaitement consciente. Dès le début de son mandat au Conseil de sécurité, elle s'est engagée à renforcer l'efficacité des travaux de cet organe et a promis de se conformer strictement à sa pratique. Néanmoins, toutes ces promesses étaient vaines et la Slovaquie a simplement cédé à la pression de ses camarades plus chevronnés de Bruxelles et d'autres capitales européennes. Nous le regrettons.

En fin de compte, le Conseil de sécurité sera contraint d'écouter les déclarations copiées-collées rédigées par Bruxelles pour les membres de l'Union européenne et de l'OTAN, qui n'apportent aucune valeur ajoutée à notre discussion. Je tiens à souligner que nous n'avons pas l'intention de perdre notre temps à écouter ces déclarations maintes fois rabâchées.

Le Président (*parle en anglais*) : Je prends note des points soulevés par le représentant de la Fédération de Russie.

Je suis d'accord pour dire que globalement, le principe de proportionnalité en ce qui concerne le nombre d'orateurs doit être respecté lorsque le Conseil de sécurité invite des non-membres du Conseil à participer à ses séances. En tant que Président du Conseil pour ce mois, nous avons été modérés quant au nombre de personnes ne représentant pas un État membre du Conseil qui ont été invitées à participer, y compris dans le cas de la séance d'aujourd'hui.

Néanmoins, je tiens à souligner que le critère de participation énoncé à l'article 37 du règlement intérieur provisoire n'est pas fondé sur le nombre, mais plutôt sur le fait que les intérêts d'un État sont particulièrement affectés. Chacun des non-membres qui vont être conviés à participer à la présente séance a été invité à participer à plusieurs séances du Conseil de sécurité sur l'Ukraine avant celle-ci, et a donc déjà été considéré par le Conseil comme répondant au critère voulant qu'il soit particulièrement

touché. Nous estimons donc que l'invitation à participer à la présente séance qui leur a été adressée est conforme à la procédure. Quant au débat public sur le thème du « leadership pour la paix », il reste à l'ordre du jour pour demain. Tous les États Membres de l'Organisation sont invités à participer.

Je souhaite chaleureusement la bienvenue au Secrétaire général et aux Présidents, Ministres et autres représentants de haut niveau présents dans la salle du Conseil de sécurité. Leur présence aujourd'hui témoigne de l'importance de la question à l'examen.

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Allemagne, du Danemark, de la Hongrie, de l'Italie, de la Lituanie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Türkiye et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M. Josep Borrell Fontelles, Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission européenne, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Il y a deux jours, à travers le nouveau Pacte pour l'avenir (résolution 79/1 de l'Assemblée générale), les dirigeants du monde ont réaffirmé leur attachement au droit international et à la Charte des Nations Unies. L'Organisation est fondée sur le principe de la souveraineté de tous les États Membres à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues. La Charte est sans équivoque : tous les États doivent s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout autre État, et les différends internationaux doivent être réglés par des moyens pacifiques. L'invasion massive de l'Ukraine par la Russie en février 2022, après l'annexion illégale de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol il y a 10 ans, constitue une violation manifeste de ces principes.

Et les populations civiles continuent d'en payer le prix. Le nombre de morts ne cesse d'augmenter. Près de 10 millions de personnes ont fui leurs foyers. Les

attaques systématiques contre les hôpitaux, les écoles et les supermarchés ne font qu'amplifier la douleur et la détresse. Les coupures de courant et les dommages causés aux infrastructures ont plongé des millions de personnes dans l'obscurité. Je condamne fermement toutes les attaques contre les civils et les installations civiles, où qu'elles se produisent et quels qu'en soient les auteurs. Elles doivent toutes cesser immédiatement. Et je reste profondément préoccupé par la sécurité, les besoins humanitaires et les droits humains fondamentaux des personnes résidant dans les régions occupées.

Malgré d'immenses défis, l'Organisation des Nations Unies reste pleinement mobilisée, représentant la plus grande présence internationale en Ukraine. Rien que cette année, en coopération avec nos partenaires, nous avons apporté une aide vitale à plus de 6,2 millions de personnes. Mais nous avons besoin du soutien de la communauté internationale. Quinze millions de personnes en Ukraine ont besoin d'aide humanitaire, et plus de la moitié d'entre elles sont des femmes et des filles. Cependant, à l'approche de l'hiver, moins de la moitié de notre plan d'intervention humanitaire pour 2024 est financée. J'exhorte les donateurs à nous aider à poursuivre notre travail vital sur le terrain.

Nous assistons également le Gouvernement ukrainien dans ses efforts de redressement et de reconstruction. Cela comprend l'accès aux services de base et la restauration des capacités de production d'énergie de l'Ukraine. Ces dernières semaines, nous avons vu une recrudescence de rhétorique incendiaire et d'incidents autour des sites nucléaires, en particulier à la centrale nucléaire de Zaporizhzhia et, de façon inquiétante, à la centrale nucléaire de Koursk, dans la Fédération de Russie. Je félicite l'Agence internationale de l'énergie atomique, notamment pour sa présence essentielle sur les sites nucléaires ukrainiens, afin de contribuer à garantir la sûreté et la sécurité nucléaires. J'exhorte toutes les parties à agir de manière responsable et à éviter toute déclaration ou action susceptible de déstabiliser davantage une situation déjà incendiaire.

(l'orateur poursuit en français)

Deux ans et demi après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, plus de 11 000 civils ont été tués. Plus cette guerre tragique se prolonge, plus le risque d'escalade et de débordement est grand. Cela n'affecterait pas seulement la région, mais aggraverait les tensions et les divisions mondiales, à un moment où notre monde a désespérément besoin de plus de coopération et d'action collective. Nous devons mettre fin aux souffrances et briser le cycle de la

violence, dans l'intérêt du peuple ukrainien, du peuple russe et du monde entier.

L'Initiative de la mer Noire et les échanges de prisonniers de guerre nous le rappellent : lorsqu'il y a une volonté politique, la diplomatie peut réussir, même dans les heures les plus sombres. Bien que la paix puisse aujourd'hui paraître hors de portée, les nombreux appels au dialogue représentent une lueur d'espoir. Intensifions donc nos efforts pour aboutir à la paix en Ukraine, une paix juste, totale et durable, une paix conforme à la Charte des Nations Unies, au droit international et aux résolutions de l'Assemblée générale. L'Organisation des Nations Unies soutiendra tout effort en ce sens.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine.

Le Président Zelenskyy (Ukraine) (*parle en anglais*) : Un jour, dans cette salle, on dira certainement que la guerre de la Russie contre l'Ukraine a pris fin – pas qu'elle est gelée, qu'elle est mise en pause ou qu'elle est oubliée, mais qu'elle est bel et bien terminée. Et cela ne se produira pas parce que quelqu'un se sera lassé de la guerre, ni parce que quelqu'un aura échangé quelque chose avec Poutine. La guerre de la Russie contre l'Ukraine prendra fin parce que la Charte des Nations Unies fonctionnera – elle doit fonctionner. Le droit de légitime défense de l'Ukraine doit prévaloir, tout comme notre coopération avec les pays du monde qui attachent une grande importance à la vie, et tout comme notre intégrité territoriale, notre souveraineté et l'indépendance de notre pays. Nous défendons ce que toute nation voudrait incontestablement protéger pour elle-même et ce que la Charte des Nations Unies accorde à tous.

C'est la Russie qui doit toujours mentir pour justifier sa guerre, pas nous. La Russie ne peut pas invoquer la Charte des Nations Unies pour justifier les actions qu'elle mène contre nous, contre l'Ukraine, contre le peuple ukrainien. En fait, la Russie, dans son esprit dévoyé et dans son monde tordu, invoque la Charte, mais c'est tout simplement insensé. La Russie garde le silence parce qu'elle ne peut pas expliquer pourquoi un missile russe a récemment frappé un navire céréalier qui se dirigeait vers un port égyptien en passant par la mer Noire. La Russie garde le silence ou ment sur les raisons pour lesquelles ses drones et ses missiles se retrouvent dans l'espace aérien de la Pologne, de la République de Moldova et de la Roumanie.

Tous les jours, des Ukrainiens sont blessés et tués – tous les jours. Aujourd'hui, une fois de plus, les bombes russes ont touché des bâtiments résidentiels. Même une simple boulangerie industrielle a été prise pour cible. En quoi la fabrication du pain représente-t-elle une menace pour la Russie ? Poutine n'a rien à répondre, et la Russie n'a jamais de réponse honnête à apporter lorsqu'on lui demande pourquoi son armée tue des enfants en Ukraine, détruit des écoles et des hôpitaux, et se bat non pas pour la justice, mais pour imposer des coupures d'électricité à un pays voisin.

Poutine n'a rien à dire lorsqu'on lui demande pourquoi il cherche à entraîner le Bélarus dans la guerre, pourquoi ses propagandistes menacent les pays du Caucase ou d'Asie centrale, ou pourquoi la Russie investit le plus, non pas dans le développement humain, mais dans la haine. La Russie n'a aucune raison légitime, absolument aucune, de faire de l'Iran et de la Corée du Nord des complices de facto de sa guerre criminelle en Europe, en utilisant leurs armes pour nous tuer, pour tuer les Ukrainiens et pour aider Poutine à voler les terres de notre peuple.

Nous savons que certaines personnes dans le monde veulent parler à Poutine, elles veulent le rencontrer, lui parler et discuter avec lui. Mais que pourraient-elles bien entendre de sa part : qu'il est contrarié par le fait que nous exerçons notre droit de défendre notre peuple, ou qu'il veut poursuivre la guerre et la terreur pour que personne ne pense qu'il a eu tort ? C'est également insensé.

Dès la première seconde de la guerre, la Russie a fait des choses qui ne sauraient être justifiées en vertu de la Charte des Nations Unies. Chaque ville ukrainienne détruite, chaque village brûlé, et on les compte déjà par centaines, est la preuve que la Russie commet un crime international. C'est pourquoi la guerre ne peut pas simplement s'éteindre. C'est pourquoi la guerre ne peut être apaisée par des pourparlers. Il faut agir, et je suis reconnaissant à tous les pays qui nous aident véritablement pour sauver la vie de notre population. Poutine a enfreint tant de normes et de règles internationales qu'il ne s'arrêtera pas de son propre chef. La Russie ne peut qu'être forcée à faire la paix, et c'est exactement ce qu'il faut faire, forcer la Russie à faire la paix, en tant que seul agresseur dans cette guerre et que seul auteur de violations de la Charte des Nations Unies.

Aujourd'hui, alors que la guerre entrera bientôt dans son troisième hiver, la Russie tente à nouveau de détruire notre système énergétique, et, cet automne, elle se montre encore plus cynique. Elle s'apprête à

prendre pour cible nos centrales nucléaires, trois d'entre elles. Nous disposons d'informations et de preuves à ce sujet. Si la Russie est prête à aller aussi loin, cela signifie que rien de ce qui est cher aux membres du Conseil n'a d'importance pour Moscou. Ce type de cynisme de la part de la Russie continuera à frapper si on lui laisse une quelconque place dans le monde. La Charte ne laisse aucune place à cela, et c'est pourquoi la formule de paix de l'Ukraine n'en laisse pas non plus. Lorsque, en 2022, en pleine guerre, j'ai proposé notre formule de paix, je proposais de faire respecter la Charte, de rendre effectif tout ce pour quoi cette institution a été créée. Chaque point de la formule de paix de l'Ukraine se fonde sur les buts, principes et normes énoncés dans la Charte, sur les droits qu'elle accorde aux pays et sur les résolutions de l'Assemblée générale qu'une majorité de pays appuient déjà. Et nous n'avons pas de versions différentes de la Charte des Nations Unies pour les différentes régions du monde. Nous n'avons pas de quasi-chartes régionales. Il n'existe pas de charte distincte pour le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, ni pour le Groupe des Sept. Il n'existe pas de charte distincte pour la Russie et l'Iran, ni de charte distincte pour la Chine et le Brésil. Il y a une seule Charte des Nations Unies, qui doit unir tout le monde.

La voie vers une paix juste est la même, à savoir des étapes claires que tout le monde comprend de la même manière, et cela se reflète dans la formule de paix de l'Ukraine. C'est l'application de la Charte des Nations Unies. Si nous regardons honnêtement la situation et que nous voulons vraiment mettre fin à la guerre de la Russie, nous savons tous ce qu'il faut faire. Le plus important, bien sûr, c'est que nous devons agir ensemble, à l'unisson, sans créer de nouvelles divisions inutiles du monde en blocs ou en groupes régionaux. L'unité contribue toujours à la paix.

Nous devons préparer une deuxième conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine pour mettre définitivement fin à la guerre. J'invite tous les pays qui ont des principes et tous les pays qui respectent vraiment la Charte à s'associer à nous dans ce processus. Nous invitons la Chine. Nous invitons le Brésil. J'ai déjà invité l'Inde. Nous travaillons avec des pays africains, avec toute l'Amérique latine, le Moyen-Orient, l'Asie centrale, l'Europe, la région du Pacifique et l'Amérique du Nord. Ils sont tous d'une importance égale pour la paix, tous, sans exception, tout comme la Charte des Nations Unies doit s'appliquer sans exception. C'est le processus qui nous mènera à la paix, une paix juste, une paix réelle, une paix qui durera. Nous savons déjà tous comment y parvenir.

Nous disposons de la formule de paix de l'Ukraine. Nous disposons de la Charte des Nations Unies et de toute la force nécessaire pour y parvenir. Ce qu'il faut, c'est de la détermination.

Gloire à l'Ukraine.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Premier Ministre de la Slovénie.

Je remercie le Secrétaire général de ses réflexions éclairantes. Je salue la participation du Président Zelenskyy à la présente séance, et je me félicite également de la participation d'autres pays à ce débat.

Les pays européens condamnent d'une seule voix cette agression, qui viole tous les principes et toutes les lois possibles, y compris la Charte des Nations Unies. Mes collègues en diront davantage à ce sujet. Je suis fondamentalement déçu d'être assis ici, devant le Conseil de sécurité, avec les pays les plus puissants du monde, dont la seule responsabilité est de garantir la paix et la sécurité dans le monde, et de voir que nous sommes pourtant incapables de faire quoi que ce soit au sujet de la guerre classique la plus étendue que le monde ait connue depuis des décennies, incapables d'apporter la paix aux citoyens de l'Ukraine. Il s'agit d'une bonne occasion d'accepter certaines vérités qui donnent à réfléchir et de reconnaître que le Conseil a manqué à son devoir envers le peuple ukrainien.

Toutefois, je voudrais apporter un éclairage légèrement différent sur le cas ukrainien. Même dans cette situation désastreuse, alors que le nombre de victimes civiles ukrainiennes augmente, que les infrastructures civiles critiques s'effondrent et que les champs de bataille ne cessent de s'étendre, l'Ukraine n'a pas déçu la communauté internationale, loin s'en faut. Même dans les moments les plus sombres de l'agression en cours, l'Ukraine est restée un Membre actif de l'ONU qui a été solidaire d'autres pays.

Je peux personnellement en témoigner. Il y a un an, la Slovénie a connu des inondations sans précédent et d'une ampleur catastrophique. Les rivières débordaient, les maisons familiales étaient ensevelies sous des monceaux de terre et les gens se noyaient. Ce fut un désastre d'une ampleur que mon pays n'avait jamais connue auparavant. Et pendant que cette catastrophe se produisait, l'Ukraine a fait un geste que les Slovènes n'oublieront jamais. Pendant la guerre, alors que des missiles et des drones frappaient Kyïv et d'autres villes ukrainiennes, l'Ukraine a envoyé tout un convoi d'aide et une cinquantaine de membres de

son équipe nationale d'urgence pour nous aider à faire face aux conséquences des inondations dans notre pays. D'habitude, nous disons tous que nous nous tenons aux côtés de l'Ukraine, mais lorsque cela a été vraiment important pour nous, Slovénes, c'est l'Ukraine qui s'est tenue aux côtés de la Slovénie. Alors que les ports et les navires ukrainiens sont soumis à des tirs de barrage constants et que la population civile ukrainienne souffre, l'Ukraine fait tout son possible pour faire preuve de solidarité avec le reste du monde. Avec son initiative « Grain from Ukraine », elle a fait en sorte que des dizaines de milliers de tonnes de céréales parviennent aux personnes qui en ont le plus besoin. Même en pleine guerre existentielle, l'Ukraine se tient aux côtés de la communauté internationale et des États Membres lorsqu'ils en ont besoin.

Pour la Slovénie, la situation est claire. Les enjeux de cette guerre sont considérables. Si la Russie l'emporte, son mépris du droit international humanitaire et ses violations flagrantes de la Charte l'emporteront également. Si Poutine l'emporte, le monde entier, et pas seulement l'Europe, deviendra moins sûr et moins stable. L'ONU a été créée pour empêcher les grands pays d'imposer leur volonté à leurs voisins. Nous ne devons pas permettre aux Membres de violer les règles et la Charte en toute impunité, simplement parce qu'ils pensent pouvoir le faire. S'ils ne se heurtent à aucune opposition, chacun d'entre nous en paiera le prix. Ce n'est pas un monde dont la Slovénie veut faire partie. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher que cela ne devienne la nouvelle norme et pour préserver l'intégrité de la Charte et du droit international, non seulement en Ukraine, mais aussi en Palestine et dans le reste du Moyen-Orient.

Le processus consistant à rétablir la sécurité européenne et à combler les failles dans les relations internationales ne pourra commencer qu'avec l'instauration de la paix en Ukraine. En attendant, nous continuerons à agir en faveur de la paix. Seule une paix juste offrira à des générations d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens un avenir plus radieux et seule une paix durable leur permettra de grandir et de s'épanouir. Cette paix ne peut être obtenue au détriment des principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies, notamment le respect de l'intégrité territoriale, et cette vision mérite que l'on y croie et que l'on agisse pour la concrétiser. La Slovénie restera aux côtés de l'Ukraine jusqu'à ce qu'elle concrétise cette vision d'une paix juste, et je sais que l'Ukraine sera à nos côtés quand nous en aurons besoin.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et européennes et du commerce de la République de Malte.

M. Borg (Malte) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la présidence slovène du Conseil de sécurité d'avoir organisé la présente séance, et le Secrétaire général de son important exposé et de ses observations qui donnent à réfléchir. Je salue également la participation du Président Zelenskyy à la présente séance.

Malte demeure gravement préoccupée par les conditions de sécurité et la situation humanitaire en Ukraine. Nous sommes également très préoccupés par les répercussions négatives actuelles et futures de cette guerre sur le système multilatéral. En envahissant son voisin souverain, en violation du droit international, la Russie a également porté directement atteinte à la Charte des Nations Unies. La communauté internationale ne peut ni ne doit fermer les yeux sur la situation. Cette guerre, qui dure depuis maintenant deux ans et demi, a des conséquences dévastatrices pour la région et au-delà. L'Ukraine, comme tout autre pays, a le droit de vivre en paix et en sécurité à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Elle est privée de ce droit depuis bien trop longtemps, et c'est pourquoi nous nous sommes associés à d'autres pays pour demander la tenue de cette séance.

Au cours des deux derniers mois, les attaques contre l'Ukraine se sont intensifiées. Des attaques de missiles et de drones ont touché des civils et continuent de faire des victimes. Elles ont également pris pour cible des infrastructures critiques en Ukraine, en particulier des infrastructures énergétiques. Des attaques coordonnées contre le réseau électrique ukrainien ont endommagé ou détruit de nombreuses installations de production et de distribution d'électricité. Les effets sur la population civile dureront plusieurs années et il faudra des ressources considérables pour y remédier. Les effets que les restes explosifs de guerre auront sur les générations futures méritent également toute notre attention.

À plus court terme, la population ukrainienne va devoir faire face à des pénuries d'électricité et à des difficultés de chauffage pendant les rudes mois d'hiver. Ces attaques mettent des vies en danger pendant les mois d'hiver qui s'annoncent, sans aucune justification. Le Conseil de sécurité ne peut pas laisser impunies les violations du droit international humanitaire. Les infrastructures critiques, les hôpitaux et les écoles ne doivent jamais être pris pour cible, et surtout, les civils et les enfants ne doivent jamais être pris pour cible. Nous devons poursuivre nos efforts pour veiller à ce que les auteurs de ces

crimes répondent de leurs actes. Il est impératif que nous garantissons la sécurité des centrales nucléaires ukrainiennes et que nous respections les sept piliers de la sûreté nucléaire définis par l'Agence internationale de l'énergie atomique.

À de nombreuses reprises, Malte a appelé toutes les parties à respecter le droit international humanitaire et les principes fondamentaux de distinction et de proportionnalité, qui ne sont pas négociables. Cette guerre a également des effets disproportionnés sur les femmes et les enfants. Elle a provoqué la plus grande crise de déplacement depuis des décennies, avec plus de 4 millions de déplacés et 6 millions de personnes vivant à l'étranger en tant que réfugiés. Malte insiste fortement sur l'importance de fournir un accès humanitaire à tous les travailleurs humanitaires en Ukraine et de permettre à l'ONU et aux organismes concernés d'accomplir leurs tâches sans entrave. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 14,6 millions d'Ukrainiens ont besoin d'une aide humanitaire. Nous devons veiller à ce que leurs besoins soient satisfaits.

Malte est également très préoccupée par le risque d'escalade de ce conflit en raison du transfert d'armes et de matériel connexe de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran vers la Fédération de Russie. Le Conseil doit veiller à ce que tous les transferts d'armes soient conformes au droit international et à ses résolutions. En outre, il existe des traités de désarmement qui interdisent l'utilisation de catégories entières d'armes sur le champ de bataille.

À la fin du mois d'octobre de l'année dernière, Malte a accueilli des pourparlers sur le plan pour la paix en 10 points élaboré par l'Ukraine, avec la participation de plus de 65 pays et organisations internationales. Malte reste déterminée à aider l'Ukraine à mettre en place un cadre global qui doit conduire à une paix juste et durable pour le peuple ukrainien. À cette occasion, nous appelons une nouvelle fois la Fédération de Russie à cesser toutes les hostilités et à retirer ses forces de l'ensemble du territoire de l'Ukraine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. La communauté internationale doit trouver une solution durable à ce conflit et instaurer une paix qui respecte les frontières, les droits humains et la Charte des Nations Unies. En attendant ce jour, l'Ukraine a le droit de se défendre contre cette agression, conformément à l'Article 51 de la Charte.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Membre du Bureau politique du Comité

central du Parti communiste chinois et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine.

M. Wang Yi (Chine) (*parle en chinois*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de présider la séance d'aujourd'hui. Je remercie le Secrétaire général Guterres de son exposé et j'ai pris note de la position exprimée par le Président Zelenskyy.

La crise ukrainienne est entrée dans sa troisième année. Le conflit et les combats continuent de s'étendre, le nombre de victimes civiles continue d'augmenter et les retombées continuent de s'intensifier. Mais la paix reste hors de portée. Chaque jour qui passe apporte son lot de souffrances pour les populations, de destructions dans la région et d'instabilité pour le monde. Cette situation n'est pas viable et tous les efforts doivent être déployés pour l'inverser. Toutes les parties doivent donner la priorité à la paix et au bien-être de la population et s'engager réellement à promouvoir des pourparlers de paix. À cette fin, la Chine formule les propositions suivantes.

Premièrement, nous devons prendre davantage conscience de l'urgence de la situation et nous efforcer de l'apaiser. La priorité immédiate est de respecter les trois principes suivants : la non-extension du champ de bataille, la non-escalade des combats et l'absence de provocation de la part de l'une ou l'autre partie. En particulier, il faut s'opposer à l'utilisation d'armes de destruction massive et aux attaques contre les centrales nucléaires et autres installations nucléaires pacifiques. Les civils et les infrastructures civiles ne doivent pas faire l'objet d'attaques. Plus le nombre d'armes envoyées sur le champ de bataille est élevé, plus il sera difficile d'atteindre l'objectif d'un cessez-le-feu. Telle est la réalité à laquelle nous devons faire face. Toutes les parties doivent abandonner la mentalité de confrontation de la guerre froide et jouer un rôle constructif pour apaiser la situation et créer les conditions nécessaires pour parvenir à un cessez-le-feu dans les plus brefs délais.

Deuxièmement, nous devons faire preuve d'un plus grand sens des responsabilités pour promouvoir les pourparlers de paix. Le dialogue et la négociation sont les seuls moyens viables de régler la crise ukrainienne. Plus on tarde à lancer des pourparlers de paix, plus les malentendus et les erreurs d'appréciation s'accumulent, entraînant une crise encore plus grave. Ces derniers temps, les appels à la paix se sont multipliés sur la scène internationale. Un nombre croissant de pays du Sud se sont rassemblés pour soutenir la paix et œuvrer à instaurer un climat et des conditions propices au règlement pacifique de la crise ukrainienne. La communauté internationale doit saisir les

occasions qui s'offrent à nous et créer des synergies pour promouvoir les pourparlers de paix.

Troisièmement, nous devons renforcer le sentiment d'urgence dans la gestion des retombées. Les conséquences de la crise ukrainienne continuent de porter atteinte à l'économie mondiale. Un grand nombre de pays du Sud ont été sévèrement touchés, ce qui rend encore plus difficile la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Aucune partie ne doit faire de la crise un prétexte pour imposer des sanctions unilatérales illégales ou suspendre des activités commerciales normales, et encore moins pour diviser le monde en créant des blocs exclusifs. La Chine appelle la communauté internationale à renforcer la coopération dans les domaines de l'énergie, de la finance, du commerce et de la sécurité alimentaire, ainsi qu'en matière de protection des oléoducs et gazoducs et d'autres infrastructures critiques. Nous appelons également à des efforts conjoints pour préserver la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales et assurer leur fonctionnement sans heurts, et pour protéger les droits et les intérêts légitimes des pays en développement, ainsi que leur espace de développement.

Le Conseil de sécurité a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. En ce qui concerne la question de l'Ukraine, les membres du Conseil de sécurité doivent rapprocher leurs points de vue, promouvoir une approche commune pour régler les litiges, défendre la sécurité commune et instaurer une paix durable. Nous espérons que les membres du Conseil se concentreront sur la situation globale et le long terme, et qu'ils feront davantage pour favoriser la réconciliation et la paix plutôt que l'inverse.

La position de la Chine sur la question ukrainienne est cohérente et claire. Comme le Président Xi Jinping l'a déclaré solennellement, la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être respectées, les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies doivent être défendus, les préoccupations légitimes de tous les pays en matière de sécurité doivent être prises en compte et tous les efforts en faveur du règlement pacifique de cette crise doivent être appuyés. Telle est la position officielle et fondamentale de la Chine sur la question de l'Ukraine. La Chine n'est pas à l'origine de la crise ukrainienne et n'y participe pas non plus. Elle s'est toujours tenue du côté de la paix. Nous continuons de collaborer avec toutes les parties concernées, y compris la Russie et l'Ukraine, nous poursuivons sans relâche les pourparlers de paix et pratiquons une diplomatie active de la navette,

et nos efforts ont été largement salués et appuyés par la communauté internationale. La Chine a publié un document de position sur le règlement politique de la crise ukrainienne et, avec le Brésil, proposé le consensus en six points. Nous jouons le rôle qui nous revient dans la recherche d'un consensus et la promotion du règlement politique de la crise ukrainienne. Je tiens également à préciser que, sur la question de l'Ukraine, toute tentative de rejeter la responsabilité sur la Chine, de l'attaquer ou de la dénigrer est irresponsable et ne mènera nulle part.

Le monde dans lequel nous vivons est en proie à moult changements et transformations, et l'humanité est confrontée à des problèmes et à des risques inédits. L'aspiration commune de la communauté internationale et la responsabilité commune des pays du monde entier sont d'œuvrer au règlement politique de la crise ukrainienne et de bâtir un monde plus sûr. La Chine appelle la communauté internationale à s'unir pour mettre en pratique une vision commune, globale, coopérative et durable de la sécurité, à renforcer le consensus en faveur d'un cessez-le-feu rapide, à faire entendre des voix plus rationnelles en faveur d'un règlement politique et à accentuer les efforts communs en faveur d'une paix durable et de la sécurité dans la région.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Secrétaire d'État des États-Unis.

M. Blinken (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je souhaite la bienvenue au Président Zelenskyy.

Cela fait plus de deux ans et demi que la Russie a lancé son invasion massive de l'Ukraine, réduisant à néant les principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies que sont la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance. Depuis, la Russie mène chaque jour une guerre d'agression, le type même de menace à la paix et à la sécurité internationales que la création du Conseil de sécurité devait permettre de prévenir et de contrer. La question qui se pose à nous aujourd'hui n'est pas de savoir ce que fera la Russie. Nous le savons déjà : Poutine poursuivra sa guerre injuste. La question qui se pose à nous est de savoir comment nous, membres du Conseil, pouvons mettre fin à la guerre de Poutine et renforcer les règles et les droits internationaux qui rendent toutes nos nations plus sûres.

Nous devons prendre deux mesures immédiates et interdépendantes.

Premièrement, nous devons traiter la question de la coopération croissante de la Russie avec la Corée du Nord et l'Iran. L'Iran fournit des drones armés au Kremlin

depuis 2022. Il a construit une usine de fabrication de drones en Russie. Il y a quelques semaines, il a transféré des centaines de missiles balistiques à courte portée à la Russie, et Téhéran forme du personnel militaire russe, en Iran, au maniement de ces armes. Pendant ce temps, la République populaire démocratique de Corée livre des trains entiers d'armes et de munitions à la Russie, notamment des missiles balistiques, des lanceurs et des millions de munitions d'artillerie. Le soutien de Téhéran et de Pyongyang aide Poutine à massacrer des hommes, femmes et enfants ukrainiens innocents, à semer la souffrance et la ruine, à démolir des immeubles d'habitation, des silos à grains et des ports ukrainiens et à détruire les centrales électriques et les installations de chauffage et de gaz naturel de l'Ukraine, alors que l'hiver approche. Les agissements de l'Iran, de la Corée du Nord et de la Russie violent de multiples résolutions du Conseil de sécurité, des résolutions pour lesquelles la Russie a voté et qu'elle a, en tant que membre permanent, la responsabilité particulière de faire respecter.

Il ne s'agit pas non plus d'une voie à sens unique. Plus la Russie compte sur leur soutien, plus l'Iran et la Corée du Nord obtiennent des avantages en retour. Et plus Poutine donne à Pyongyang et à Téhéran, plus il exacerbe les menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité, non seulement en Europe, mais aussi dans la région Indopacifique, au Moyen-Orient et dans le reste du monde. Alors que la Corée du Nord renforce son soutien militaire à la Russie, Poutine la paie en retour avec des engagements militaires et de l'argent. Les deux pays ont récemment réactivé un traité par lequel ils s'engagent à se fournir une aide militaire en cas d'invasion de l'un ou de l'autre. En mars, la Russie a utilisé son droit de veto pour mettre fin aux travaux du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée (voir S/PV.9591) qui, pendant 14 ans, avait surveillé les programmes nucléaire et de missiles balistiques du régime. Les banques russes aident la Corée du Nord à échapper aux sanctions, débloquent ainsi davantage de fonds pour ses programmes d'armement illégaux. Tout cela bénéficie à un régime qui a effectué plus de 150 essais de missiles balistiques depuis 2022 et dont le dirigeant menace régulièrement d'anéantir la Corée du Sud, le Japon et d'autres pays.

Parallèlement, alors que Téhéran fournit à Poutine des drones, des missiles balistiques et des formations, la Russie partage des technologies nucléaires et des informations spatiales avec l'Iran. Les deux pays ont accéléré les négociations sur un partenariat stratégique global. L'année dernière, la Russie a annoncé son intention d'envoyer à l'Iran des avions de chasse et des hélicoptères d'attaque

de pointe, alors que l'Iran continuait d'armer, d'entraîner et de financer des supplétifs au Moyen-Orient pour commettre des attaques terroristes dans toute la région et au-delà. Il s'agit notamment du Hamas, qui a commis d'effroyables attentats le 7 octobre 2023, dont les victimes civiles étaient originaires de plus d'une dizaine de pays, et des houthistes, dont les attaques contre le transport maritime international ont entraîné une hausse du coût des denrées alimentaires, des médicaments et d'autres fournitures pour les populations du monde entier et aggravé les souffrances du peuple yéménite.

La Corée du Nord et l'Iran ne sont pas les seuls complices de la Russie. La Chine, autre membre permanent du Conseil, est le principal fournisseur de machines-outils, de produits microélectroniques et d'autres articles que la Russie utilise pour reconstruire, réapprovisionner et renforcer sa machine de guerre et poursuivre son agression brutale.

D'aucuns pourraient se demander comment les États-Unis ou tout autre pays aidant l'Ukraine à se défendre peuvent critiquer des pays qui fournissent une aide militaire à la Russie. La différence est de taille : la Russie est l'agresseur, l'Ukraine la victime. La Russie se bat pour la conquête, alors que l'Ukraine se bat pour sa survie. Si les pays concernés cessaient de soutenir la Russie, l'invasion de Poutine prendrait fin rapidement. Si les pays concernés cessaient de soutenir l'Ukraine, celle-ci pourrait bientôt disparaître.

Cela m'amène à la deuxième mesure que les membres du Conseil peuvent prendre. L'une des principales responsabilités du Conseil est d'œuvrer au règlement pacifique des conflits. Comme l'a déclaré le Président Zelenskyy, personne ne souhaite la paix plus que l'Ukraine. Les États-Unis souhaitent également mettre fin au conflit et, avant que Poutine ne lance son invasion totale, nous avons utilisé tous les outils dont nous disposons pour tenter de l'empêcher, y compris ici même au Conseil de sécurité. Mais la manière dont le Conseil cherche à mettre fin au conflit est importante. La Charte des Nations Unies est très claire sur ce point. Dans l'accomplissement de ses devoirs, le Conseil de sécurité « agit conformément aux buts et principes des Nations Unies » (*Article 24, par. 2*). En d'autres termes, nous devons rechercher une paix qui respecte, et non sape, les principes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi nous avons tous ici la responsabilité de soutenir l'appel de l'Ukraine en faveur d'une paix juste et durable pour mettre fin à la guerre d'agression de la Russie. Une paix juste et durable doit affirmer les principes de souveraineté, d'intégrité

territoriale et d'indépendance. Une paix juste et durable doit préserver le droit de l'Ukraine de choisir sa propre voie, ses propres alliés et son propre avenir. Une paix juste et durable requiert la pleine participation et l'assentiment de l'Ukraine. Une paix juste et durable doit contribuer à la reconstruction et au relèvement de l'Ukraine, et la Russie doit payer pour réparer les dommages qu'elle a causés. Une paix juste et durable doit avoir pour double objectif d'appliquer le principe de responsabilité et de favoriser la réconciliation.

Les États-Unis sont prêts à travailler avec toute partie désireuse de soutenir une paix fondée sur ces principes. L'Ukraine a déclaré à plusieurs reprises que la diplomatie était le seul moyen de mettre fin à cette guerre et qu'elle était disposée à participer à des négociations. Poutine, quant à lui, ne veut pas de cette paix et a récemment déclaré que la Russie ne reviendrait à la table des négociations que lorsque l'Ukraine retirerait ses troupes de Donetsk, Luhansk, Kherson et Zaporizhzhia, en d'autres termes, lorsque l'Ukraine se retirerait de son propre territoire. Poutine continue de prétendre, à tort, que l'Ukraine n'est pas un véritable État. Il continue de nier le fait que le peuple ukrainien a sa propre identité. Aux yeux de Poutine, le peuple ukrainien, comme l'Ukraine elle-même, n'existe pas.

D'autres pays ont présenté leurs propres propositions, dont certaines ne mentionnent ni la Charte des Nations Unies ni les principes qui y sont énoncés, ne font pas de distinction entre l'agresseur et l'agressé et appellent toutes les parties à la désescalade. Une proposition allant dans ce sens récompenserait l'agression de Poutine, lui permettrait de se reposer, de se réarmer et d'envahir l'Ukraine à nouveau, comme il l'a fait à maintes reprises. Elle enhardirait également les agresseurs potentiels partout dans le monde.

Comme l'histoire nous l'enseigne, une paix sans principes est le prologue de plus de conflits, de plus de souffrances et de plus d'instabilité. Pour tous les pays qui souhaitent que ce conflit prenne fin de manière durable, le moyen le plus rapide d'avancer est simple : arrêter ceux qui rendent possible et alimentent l'agression de Poutine et exiger une paix juste qui respecte les principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la France.

M. Barrot (France) : Cela fait deux ans et demi que l'Ukraine, avec un courage qui force notre admiration

et nous oblige, exerce son droit à la légitime défense. Un droit que lui reconnaît sans ambiguïté la Charte. Celui de défendre sa liberté, son territoire, son indépendance, son existence.

Je salue à mon tour la présence du Président Zelensky parmi nous aujourd'hui, qui incarne ce combat mené par les Ukrainiennes et les Ukrainiens. Ce combat, c'est aussi le nôtre. Comment ne pas s'indigner face à la guerre d'agression brutale, illégale, injustifiable que mène la Russie contre l'Ukraine, devant cette violation massive et continue des principes les plus fondamentaux de la Charte des Nations Unies ? Devant cette obstination et cette surdité de la Russie alors que nous avons été plus de 140 États à la réprover et condamner, dans des votes sans appel, à l'Assemblée générale ? Comment ne pas s'indigner face au pilonnage systématique et délibéré d'objectifs civils, devant cette destruction froide et méthodique des infrastructures énergétiques, qui plonge les Ukrainiens dans le noir et dans le froid ? Comment ne pas s'indigner en constatant ces exactions et ces violations répétées des droits de l'homme et du droit international humanitaire ? Comment ne pas condamner le viol utilisé comme arme de guerre ? Rien n'est épargné aux Ukrainiennes et aux Ukrainiens. Il faut que cela cesse, il faut que les souffrances cessent.

Comment ne pas s'indigner, face au destin tragique des enfants de l'Ukraine ? À ces jeunes patients en cancérologie à proximité des décombres de l'hôpital pédiatrique de Kyïv. Aux jeunes ukrainiennes et ukrainiens dont la santé mentale vacille. Aux orphelines et aux orphelins. À ces enfants et bébés morts dans les frappes russes. À ces milliers et peut-être dizaine de milliers d'enfants arrachés à leurs familles et soumis à une « rééducation » en Russie ou en Biélorussie, traitement d'une indicible cruauté. Que sont-ils devenus ? Que vont-ils devenir ?

La France continuera de se tenir aux côtés de celles et ceux qui se battent pour le retour des enfants ukrainiens et de soutenir les initiatives en cours. Il ne peut y avoir d'impunité pour ces crimes commis. La Cour pénale internationale a déjà émis six mandats d'arrêt contre des responsables russes. Et la Russie devra rendre des comptes. Personne ne doit se rendre complice de ces crimes qui choquent l'humanité.

Qu'on ne dise pas que soutenir l'Ukraine et soutenir la Russie sont deux choses équivalentes : la Russie viole toutes les règles et attaque son voisin démocratique et pacifique, quand l'Ukraine exerce un droit à se défendre, que le droit comme la morale lui reconnaissent. Personne ne devrait soutenir la Russie ! Et la France exhorte donc

l'ensemble des États à s'abstenir de fournir à la Russie des armes, des biens à double usage ainsi que des composants qui viendraient alimenter sa guerre d'agression, au premier rang desquels la Corée du Nord et l'Iran. Nous condamnons avec la plus grande fermeté le transfert par l'Iran de missiles balistiques à la Russie, récemment confirmé. Il constitue une escalade importante et une menace directe pour la sécurité européenne.

Notre préoccupation est d'autant plus forte que la Russie continue ses manœuvres agressives et dangereuses sur le continent européen, de manière de plus en plus désinhibée. L'intégrité territoriale de plusieurs pays européens a été violée de manière répétée cette année et la Russie poursuit son travail de déstabilisation des démocraties, comme le Moldova ou l'Arménie, deux États démocratiques dont le seul tort pour Moscou est d'avoir choisi la liberté.

Mais la guerre d'agression russe est l'affaire de tous, au-delà du continent européen où elle se déroule. C'est l'affaire du monde entier. C'est une guerre contre la sécurité alimentaire et énergétique. Tant d'États et de populations sont affectés par ses conséquences. Et ce n'est pas la Russie, aujourd'hui, mais la France et ses partenaires, qui permettent l'envoi de céréales ukrainiennes à la population civile de Gaza. La guerre d'agression russe est aussi une guerre contre l'ordre international. Accepter le fait accompli russe, ce serait accepter la consécration de la loi du plus fort. Ce serait laisser la porte ouverte à d'autres modifications de frontières par la force. Ce serait renoncer aux principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, dont la souveraineté et l'intégrité territoriale. Ce serait renoncer à la possibilité même de concevoir une sécurité collective. Il n'y a pas de sécurité collective sans les Nations Unies, il n'y a pas de Nations Unies sans le respect de la Charte qui leur sert de fondement. C'est notre raison d'être, ici, aux Nations Unies, qui est attaquée.

Pour toutes ces raisons, le calcul reposant sur notre lassitude et notre démobilisation est et restera un mauvais calcul. La France continuera à soutenir l'Ukraine, sur tous les plans et dans le long terme. Nous activerons tous les instruments européens et garantirons à l'Ukraine un chemin vers l'Union européenne et vers l'OTAN. Un autre chemin que celui de l'agression et celui de la dévastation est possible. Celui d'une paix juste, qui devra se faire sur la seule base du droit international, dans le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Elle ne peut prendre la forme d'une capitulation de l'agressé. Car il y a bien un agresseur et un agressé. La France continuera en ce

sens d'apporter son soutien au plan de paix du Président Zelenskyy. L'Ukraine doit être libre de choisir ses alliances et son chemin.

Si la Russie fait ainsi le choix de cesser d'être une source d'insécurité et d'instabilité, un autre avenir peut se dessiner.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République de Corée.

M. Cho Tae-yul (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier M. Robert Golob, Premier Ministre de la République de Slovénie, d'avoir organisé la présente séance. Je remercie le Secrétaire général António Guterres de son exposé édifiant et je souhaite également la bienvenue au Président Zelenskyy à cette importante séance.

Deux ans et demi se sont écoulés depuis que la Fédération de Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine, un conflit qui continue, à ce jour, à mettre à mal les valeurs et les normes qui sous-tendent notre sécurité collective mondiale. La République de Corée maintient son appui ferme à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Malgré les appels répétés des membres du Conseil de sécurité en faveur d'une cessation immédiate de la guerre, la Russie poursuit ses attaques brutales, faisant des dizaines de milliers de morts parmi les civils et détruisant les moyens de subsistance de millions de citoyens innocents. L'escalade récente sur le champ de bataille est encore plus inquiétante, car elle a entraîné une augmentation notable du nombre de victimes civiles et la destruction d'infrastructures critiques. Nous avons le cœur lourd face à la tragédie humanitaire qui se déroule en Ukraine.

La République de Corée, qui ne connaît que trop bien les souffrances causées par les conflits, comprend très bien les épreuves que traverse le peuple ukrainien. Cette compréhension commune renforce notre détermination à mettre fin à cette guerre et à rétablir la paix en Ukraine. L'initiative pour la paix et la solidarité avec l'Ukraine, lancée par le Président Yoon Suk Yeol à l'occasion de sa visite à Kyïv en juillet 2023, est un témoignage fort de notre solidarité avec l'Ukraine. Dans le cadre de cette initiative, la République de Corée s'est engagée à fournir une aide humanitaire de 200 millions de dollars à l'Ukraine cette année. À partir de l'année prochaine, nous allons contribuer 2 milliards de dollars, répartis sur une période de cinq ans, pour appuyer les Ukrainiens dans leurs efforts de reconstruction. Nous collaborons également avec des

partenaires internationaux par l'intermédiaire de la plateforme des donateurs en faveur de l'Ukraine à l'appui des efforts de reconstruction dans ce pays.

Nous sommes très préoccupés par la coopération militaire entre la Fédération de Russie et la Corée du Nord. Les attaques de la Russie utilisant des missiles balistiques nord-coréens augmentent en fréquence et en intensité et le nombre de zones ciblées va croissant, mettant en danger les civils et prolongeant cette guerre brutale. Cela constitue une violation sans équivoque de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité.

Le renforcement de la coopération militaire entre la Corée du Nord et la Russie, mis en évidence par la signature du traité dit de partenariat stratégique global, menace non seulement la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne, mais aussi en Europe. Il est déplorable que la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité et l'un des États fondateurs du régime de non-prolifération, viole les résolutions du Conseil de sécurité et se livre à un commerce d'armes illégal avec la Corée du Nord. Toute coopération qui aide directement ou indirectement la capacité militaire de la Corée du Nord constitue une violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et sape le régime de non-prolifération. Nous demandons instamment à la Corée du Nord de se conformer aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de répondre à nos propositions de dialogue.

Le conflit qui fait rage en Ukraine exacerbe les tensions géopolitiques partout dans le monde, nous plaçant devant des défis d'une ampleur sans précédent. Afin de s'acquitter de sa mission fondamentale de maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité doit élaborer des stratégies efficaces pour faire face à la complexité du monde et surmonter les contraintes qui lui sont inhérentes. En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, la République de Corée réaffirme son appui indéfectible et sa participation active aux travaux du Conseil à cette fin, avec un sentiment d'urgence renouvelé.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Conseiller fédéral et Chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse.

M. Cassis (Suisse) : Il est crucial que le Conseil continue de réfléchir aux moyens de rétablir la paix et de mettre fin à la guerre russe contre l'Ukraine, et ceci en présence de l'Ukraine. Je salue également la présence du Président Zelenskyy.

Je crois fermement en l'importance du respect de la Charte des Nations Unies, du droit international humanitaire, ainsi que de l'application des Conventions de Genève, dont nous célébrons les 75 ans cette année. Et pourtant, malgré tous les outils établis après la Seconde Guerre mondiale, nous n'avons pas réussi à faire taire les armes. Nous n'avons pas pu empêcher qu'un nombre incalculable de civils en subissent les conséquences.

Jusqu'à présent, le Conseil n'a pas assumé sa responsabilité. Après 1 000 jours de guerre, nous n'avons toujours pas trouvé de solution diplomatique. Pourquoi sommes-nous incapables de nous accorder sur la voie à suivre pour rétablir la paix ? Avons-nous perdu la grammaire commune de la paix ? Si j'occupe ma fonction de ministre, c'est parce que je crois en la force de la politique au service du bien commun. La politique doit toujours remettre en question la maxime du stratège von Clausewitz selon laquelle la guerre est « la simple continuation de la politique par d'autres moyens ». Et l'ONU est la politique.

Faire la paix demande du courage. En organisant le premier Sommet pour la paix en Ukraine en juin dernier, la Suisse a eu l'audace de placer la paix à l'agenda international, et ceci en pleine guerre. Des pays issus des cinq continents se sont réunis près de Lucerne pour débattre de simplement trois thèmes essentiels à la construction de la paix : premièrement, la sécurité nucléaire ; deuxièmement, la sécurité alimentaire ; et troisièmement, la dimension humanitaire du conflit. Le communiqué conjoint du Bürgenstock, signé par une majorité de participants représentant le monde entier a permis d'atténuer certains blocages révélés par la guerre en Ukraine et de restaurer un début de confiance entre nous. Ce premier pas vers la paix ne doit pas rester sans suite. Il est désormais essentiel de poursuivre ce dialogue également avec la Russie. Seule une diplomatie pragmatique pourra nous sortir de cette impasse, qui a déjà coûté trop de vies.

Si la paix doit être notre priorité, la reconstruction de l'Ukraine est également une responsabilité collective. Une paix durable dépendra également d'une reconstruction bien préparée. Dès le début du conflit, la Suisse a posé les bases de cette reconstruction avec la conférence de Lugano. L'une de nos priorités est le déminage humanitaire. Nous investissons actuellement 120 millions de dollars pour déminer les zones civiles et agricoles en Ukraine. L'Ukraine Mine Action Conference (conférence sur le déminage en Ukraine), organisée par la Suisse et l'Ukraine dans quelques semaines, les 17 et 18 octobre

prochains, en Suisse, discutera des besoins et des solutions pour cette action.

L'Ukraine s'apprête à affronter son troisième hiver en temps de guerre. Il est de notre devoir d'offrir, enfin, au peuple ukrainien un printemps de paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République coopérative du Guyana.

M. Todd (Guyana) (*parle en anglais*) : Je tiens à féliciter la Slovaquie de l'efficacité avec laquelle elle a géré les affaires du Conseil ce mois-ci. Je remercie également le Secrétaire général António Guterres de son exposé guère réjouissant sur la guerre en cours en Ukraine. Je souhaite par ailleurs la bienvenue au Président Zelensky à cette séance.

Le mois prochain marquera les 79 ans de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies, une Charte qui nous oblige, « nous les peuples des Nations Unies », à rechercher collectivement la paix, à promouvoir les droits humains et à faire avancer le progrès social et économique. En choisissant d'adhérer à l'ONU et en acceptant les obligations énoncées dans sa Charte, nous avons tous accepté d'être liés par toutes ses dispositions, y compris l'interdiction du recours à la force inscrite au paragraphe 4 de l'Article 2. Cette interdiction est l'une des dispositions les plus claires de la Charte et le premier principe fondamental du droit international. Cette dernière exige que chaque État Membre de l'Organisation s'abstienne, dans ses relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État.

Soixante-dix-neuf ans plus tard, nous sommes confrontés à des conflits et à des crises qui remettent en cause les principes les plus fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies et la réalisation de notre désir collectif de paix. Un élément particulièrement notable est le conflit en cours en Ukraine, qui a déjà coûté la vie à plus de 11 000 civils. Le Guyana déplore le recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État et se joint à la communauté internationale pour appeler au plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous réaffirmons que les principes du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force et du règlement pacifique de tous les différends doivent être respectés par tous les États Membres de l'ONU.

La guerre en Ukraine continue de provoquer des souffrances et des destructions massives et se caractérise par un mépris presque total du droit international, y compris du droit international humanitaire. Elle a également une incidence négative sur la sûreté nucléaire, la sécurité énergétique, l'environnement et la sécurité alimentaire mondiale. En Ukraine comme en Russie, les civils continuent de subir le plus gros du conflit, et nombre d'entre eux y font le sacrifice ultime. La situation humanitaire qui en résulte a atteint un niveau de crise : 40 % de la population ukrainienne a désormais désespérément besoin d'une aide humanitaire et plus de 10 millions de personnes sont déplacées. Une nouvelle escalade du conflit aura sans aucun doute des conséquences plus désastreuses encore pour les deux pays, pour la région, et pour le monde. Le Guyana exhorte à nouveau les parties au conflit à respecter toutes les obligations que leur fait le droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits humains. Nous appelons aussi la Fédération de Russie à permettre un accès humanitaire complet et sans entrave à toutes les populations dans le besoin dans les territoires temporairement occupés. Dans cette quête d'une paix durable, le Guyana souhaite mettre en avant les trois points suivants.

Premièrement, nous tenons à souligner que le conflit ne peut être réglé par des moyens militaires. Seul un processus politique et diplomatique sérieux peut ouvrir une brèche pour la paix. Le Guyana salue les efforts de ceux qui se sont engagés à frayer un chemin vers une fin pacifique de la guerre, et nous soulignons que cela doit être un effort collectif. Nous encourageons donc à continuer d'intensifier le dialogue diplomatique avec les parties en conflit, afin d'apaiser les hostilités et d'œuvrer en faveur d'une paix durable.

Deuxièmement, le respect des dispositions de la Charte et du droit international doit être assuré. L'acquisition de territoires par la force ne doit en aucun cas être tolérée, que ce soit à titre individuel ou collectif. Chaque État doit pouvoir procéder à son développement national sans avoir à supporter indûment le fardeau coûteux de devoir s'armer pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Troisièmement, enfin, pour que les cloches de la paix puissent résonner, il faut faire taire les tambours de la guerre. À cet égard, le Guyana appelle à nouveau la Fédération de Russie à retirer immédiatement ses forces militaires du territoire ukrainien internationalement reconnu et à mettre un terme à son invasion de l'Ukraine.

Cela peut être le premier pas vers une paix durable et pérenne.

Alors que nous nous apprêtons à célébrer, le 24 octobre, le soixante-dix-neuvième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte, profitons de cette occasion pour réaffirmer notre attachement aux objectifs et principes qu'elle consacre, ainsi qu'au droit international. Réaffirmons également la primauté de la coopération internationale et de la diplomatie pour prévenir les conflits et régler les différends. Nous, les peuples des Nations Unies, ne méritons rien de moins.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger de l'Algérie.

M. Attaf (Algérie) (*parle en arabe*) : Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays ami à la présidence du Conseil de sécurité et de votre gestion sage et efficace de nos travaux.

Nous sommes réunis aujourd'hui alors que la guerre en Ukraine fait rage depuis près de trois ans et que rien ne laisse entrevoir ni le règlement souhaité, ni un quelconque progrès tangible qui permettrait d'apaiser la situation, d'en atténuer les incidences ou d'en contenir les répercussions et conséquences. Nous regrettons amèrement que l'absence d'initiatives internationales inclusives et d'efforts diplomatiques concrets qui donneraient la priorité au dialogue et à l'obtention de la paix semble désormais la marque de ce conflit, avec ses complications et aggravations. Or la situation confirme jour après jour que les conséquences de ce conflit sont d'une gravité telle qu'il ne faut ni accepter le statu quo ni capituler devant les obstacles et les difficultés.

Nous sommes foncièrement convaincus que la question à l'examen aujourd'hui ne saurait être qualifiée de conflit à la portée ou aux effets limités. Cette guerre inflige aussi bien aux Russes qu'aux Ukrainiens des pertes considérables en vies humaines et en biens, et elle a déclenché une véritable tragédie humaine. Elle a plongé tout le continent européen dans sa plus grave crise, ouverte à toutes sortes de possibilités et de complications, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ses ramifications politiques, économiques et sécuritaires touchent le monde entier, déclenchant une crise aiguë du système de sécurité collective, qui s'accompagne d'une polarisation très marquée des relations internationales.

Tout cela a conduit le Président algérien, M. Abdelmajid Tebboune, à présenter une initiative de médiation entre les parties au conflit, la Russie et l'Ukraine. L'objectif

en était, et reste, de faire fond sur les relations spéciales d'amitié qui nous lient à ces deux pays et qui sont ancrées dans la confiance, l'entente et la coopération, pour rapprocher les points de vue entre les deux pays et venir à bout du conflit par des moyens pacifiques. C'est ainsi que mon pays a déployé sincèrement ses bons offices, initiés dans le cadre du Groupe de contact arabe après l'éclatement du conflit. En effet, nous restons foncièrement convaincus que cette guerre ne peut avoir de vainqueur et que tout le monde en sortira perdant dès lors que des vies seront brisées, des personnes déplacées et des infrastructures détruites, que les économies seront compromises et que la sécurité régionale et internationale sera directement menacée, ce qui nous porte atteinte à tous, à plus d'un titre.

De même, nous sommes pleinement convaincus que mettre fin à cette guerre reste à la portée de la communauté internationale, à partir du moment où sont mis en place les conditions et l'environnement nécessaires au succès d'une initiative diplomatique visant un règlement accepté par les deux parties au conflit, qui s'engageraient à l'appliquer. Dans cette perspective, l'Algérie appelle à redoubler d'efforts propres à frayer une voie de négociation constructive et globale. Une voie qui vise à trouver une solution politique et pacifique au conflit, car la solution ne peut être que politique et pacifique. Une voie qui détourne les deux parties au conflit de la logique du vainqueur et du vaincu, car il n'y a ni vainqueur ni vaincu dans une guerre entre deux pays voisins qui partagent une longue histoire faite de relations et d'intérêts interdépendants. Une voie fondée sur les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et sur la légitimité du droit international, car ces principes et cette légitimité sont l'arbitre final entre les États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Enfin et surtout, une voie qui permette de s'attaquer en priorité aux causes profondes de l'ensemble du conflit et de répondre de manière appropriée aux préoccupations des deux parties en matière de sécurité. C'est la seule approche qui garantisse une solution urgente, durable et solide de la part de tous les pays qui placent la sécurité et la stabilité de ces deux pays amis au-dessus de toute autre considération. C'est également le cas pour mon pays.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la Sierra Leone.

M. Kabba (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance pour examiner la situation en matière de sécurité en Ukraine, à la demande de six membres du

Conseil. Je remercie le Secrétaire général, M. António Guterres, de son exposé détaillé, qui donne à réfléchir. Je me joins également aux autres orateurs et oratrices pour saluer la participation du Président Zelenskyy à la présente séance.

Alors que la guerre en Ukraine entre dans son 941^e jour, la Sierra Leone reste vivement préoccupée par les attaques aériennes incessantes sur les zones densément peuplées des villes et des villages, causant des souffrances indicibles aux civils qui se retrouvent pris au piège de ce conflit.

La Sierra Leone prend note de la lettre de l'Ukraine datée du 19 septembre 2024 (S/2024/688), faisant état de l'attaque, le 19 septembre, d'un établissement gériatrique à Sumy au moyen d'une bombe aérienne téléguidée, établissement qui accueillait 221 patients âgés, dont plus de 80 étaient alités, ainsi que 60 membres du personnel. L'attaque aurait tué une personne âgée et en aurait blessé au moins 13 autres. L'installation a subi d'importants dégâts structurels et 147 personnes ont dû être évacuées.

La Fédération de Russie a aussi fait état du pilonnage, au cours du week-end, de zones peuplées dans les environs de Belgorod en Russie et dans les zones occupées par la Russie en Ukraine, faisant au moins un mort parmi les civils et au moins 14 blessés. Nous prenons également note de la lettre de la Fédération de Russie datée du 20 septembre 2024 (S/2024/692) et de sa pièce jointe, qui décrit en détail les attaques menées contre des civils et des installations civiles russes.

Le conflit en Ukraine a des conséquences humanitaires dévastatrices, entraînant un grand nombre de morts, de blessés et de déplacés parmi les civils. Des informations ont fait état de dommages considérables causés aux habitations, aux écoles, aux hôpitaux, aux établissements de santé, aux entreprises et à d'autres infrastructures civiles à la suite de frappes aériennes menées en Ukraine au cours de l'année. Malheureusement, plusieurs secouristes ont également perdu la vie dans ces attaques, et certains ont été blessés lors d'attaques répétées contre un même site. Les attaques ont aussi endommagé des infrastructures essentielles de distribution d'eau et d'électricité, provoquant une perturbation généralisée des services dans plusieurs régions. Ainsi, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, environ 16 000 personnes résidant toujours dans la ville de Pokrovsk sont privées d'eau et de gaz depuis des semaines, les deux systèmes ayant été détruits dans les combats en cours. Les attaques contre les civils et les infrastructures civiles sont particulièrement odieuses et sont proscrites par le droit

international. Nous appelons toutes les parties à veiller au respect du droit international applicable, y compris le droit international humanitaire.

Il est important que les deux parties au conflit désamorcent la situation et évitent de mettre en péril la vie et les moyens de subsistance de leurs citoyens et d'autres civils innocents. Les civils vivant dans les communautés en première ligne ont dû se réinstaller ailleurs à plusieurs reprises, et les efforts d'aide humanitaire sont également entravés par l'extension et le déplacement des lignes de front. À cet égard, nous appelons les parties au conflit à faire preuve de la plus grande retenue. L'escalade continue du conflit fait peser une menace claire et immédiate en ce qu'elle risque non seulement d'entraîner d'autres pays de la région dans le conflit, mais aussi de déclencher une catastrophe nucléaire à la suite d'une frappe involontaire sur une installation nucléaire, ce qui porterait un coup irréversible aux efforts déployés pour mettre un terme au conflit.

L'incapacité à prendre les mesures nécessaires en vue d'une solution politique permettant de régler pacifiquement le conflit montre également que le Conseil n'est pas capable de s'acquitter efficacement de son mandat ni de remédier aux souffrances de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, et qu'il ne s'en préoccupe pas. La communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, doit rester résolument attachée à recherche d'une paix durable et à l'amiable en Ukraine. Il est tout aussi important que le Conseil parle d'une seule voix dans l'intérêt de la paix et de la sécurité mondiales, qu'il intensifie les efforts de médiation entre les deux parties au conflit et qu'il encourage l'adoption de mesures en faveur de la désescalade, de la cessation des hostilités et du règlement pacifique du conflit.

Pour terminer, la Sierra Leone appelle une fois de plus à une cessation immédiate des hostilités, au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de la Fédération de Russie à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues et à de véritables efforts diplomatiques pour parvenir à un règlement pacifique et durable du conflit, en prenant en compte les préoccupations légitimes de toutes les parties impliquées.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

M. Lammy (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé sur les sombres réalités de la guerre.

Le Royaume-Uni félicite le Président Zelenskyy parce qu'il défend non seulement son peuple, mais aussi la démocratie. Lorsque je l'ai rencontré à Kyïv il y a quelques semaines avec le Secrétaire d'État Blinken, j'ai vu des gens ordinaires de tous horizons, des soldats et des civils, des pompiers et des secouristes, des mères et des pères, œuvrer ensemble pour défendre la liberté. Sa bravoure et son courage sont une source d'inspiration pour nous tous.

Mais je souhaite aussi m'adresser directement au Kremlin et à son représentant ici présent. À Vladimir Poutine, je dis que la Russie siège au Conseil, mais que ses actions déchirent la Charte des Nations Unies. La Russie siège au Conseil, mais au cours du week-end, nous l'avons vue proposer des amendements destinés à ruiner l'avenir de l'ONU. La Russie prétend défendre les pays du Sud, mais elle bafoue le droit international.

Lorsque Vladimir Poutine lance des missiles sur les hôpitaux ukrainiens, nous savons qui il est. Lorsqu'il envoie des mercenaires dans les pays africains, nous savons qui il est. Lorsqu'il assassine des opposants dans des villes européennes, nous savons qui il est. Son invasion sert ses intérêts, les siens uniquement, et vise à étendre son État mafieux en un empire mafieux, un empire fondé sur la corruption, sur la spoliation du peuple russe et de l'Ukraine, sur la répression de la dissidence d'opposants courageux comme M. Navalny et sur des mensonges qui répandent la désinformation à l'intérieur et à l'extérieur du pays dans le but de semer le chaos.

Je ne parle pas seulement en tant que Britannique, en tant que Londonien et en tant que Ministre des affaires étrangères. Mais je dis au représentant russe, qui est au téléphone pendant que je parle, que je m'exprime également en tant qu'homme noir dont les ancêtres ont été enchaînés et emmenés d'Afrique sous la menace des armes, pour être réduits en esclavage, et qui se sont révoltés et ont combattu dans une grande rébellion contre l'esclavage. L'impérialisme, je sais le reconnaître quand je le vois, et je le dénoncerai. Cette semaine, alors que je parle avec nos partenaires du monde entier de notre avenir commun et de l'avenir de l'ONU, la Russie tente de nous ramener vers le passé et un monde caractérisé par l'impérialisme, un monde où l'on redessine les frontières par la force, un monde sans la Charte des Nations Unies. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire. Le combat de l'Ukraine nous concerne tous. Le Royaume-Uni restera le plus fervent défenseur de l'Ukraine, car tels sont les

enjeux. Si nous laissons un impérialiste redessiner les frontières par la force, ce ne seront pas les dernières frontières à être redessinées. Si nous laissons un impérialiste priver une nation de sa destinée, l'Ukraine ne sera pas le dernier État à être subjugué. Maduro sera sentira encouragé et s'attaquera au Guyana. Je vais donc être clair. Nous voulons la paix en Ukraine. Nous voulons la paix pour le peuple ukrainien.

Comme l'a dit le Président Zelenskyy, cette paix doit respecter les principes fondamentaux qui sous-tendent l'ONU, à savoir les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale, qui sont consacrés par la Charte des Nations Unies. La Russie de Poutine veut la réduire à néant. Nous voulons la faire respecter, et nous le ferons. Comme l'a dit le Président Zelenskyy, la Charte des Nations Unies prévaudra. Gloire à l'Ukraine.

M. Akahori (Japon) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, ainsi que la délégation slovène, d'avoir organisé cette importante séance.

Plus de deux ans et demi se sont écoulés depuis que la Russie a lancé son agression brutale contre l'Ukraine. Le Japon condamne une nouvelle fois l'agression de la Russie avec la plus grande fermeté et demande à nouveau son retrait de l'Ukraine. Tout d'abord, au nom du Gouvernement japonais, je voudrais rendre hommage au Président Zelenskyy et au peuple ukrainien et leur exprimer notre solidarité dans leur combat pour défendre les principes inaliénables inscrits dans la Charte des Nations Unies ainsi que l'indépendance politique, la souveraineté et l'intégrité territoriale de leur pays depuis le début de l'agression. Aujourd'hui, le Japon réaffirme son appui indéfectible à l'Ukraine.

Alors que l'agression se poursuit et que le nombre de victimes civiles augmente chaque jour, les attaques russes qui prennent pour cible des infrastructures critiques, comme les hôpitaux, les écoles et les centrales électriques, menacent l'avenir du peuple ukrainien. La Russie doit respecter ses obligations en vertu du droit international humanitaire. Les attaques délibérées et aveugles menées contre des cibles civiles violent de manière flagrante le droit international et constituent des crimes de guerre. Le Japon condamne l'enlèvement illégal par la Russie d'enfants qui devraient porter l'avenir de l'Ukraine. Nous l'exhortons à libérer toutes les personnes injustement détenues et à garantir le retour en toute sécurité de tous les civils illégalement transférés ou déportés. Les conséquences néfastes de la guerre d'agression menée par la Russie vont bien au-delà de l'Ukraine. Outre les déplacements massifs de populations en provenance d'Ukraine,

nous assistons aux conséquences désastreuses de l'insécurité alimentaire et énergétique, en particulier dans les pays vulnérables et en développement. Le Japon est déterminé à protéger la dignité humaine des personnes que le conflit a rendues vulnérables, notamment les femmes et les enfants, et à continuer de leur apporter son appui.

Il est inacceptable qu'un membre permanent du Conseil de sécurité, auquel la Charte des Nations Unies confère la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, continue de faire fi du droit international en tentant de modifier unilatéralement le statu quo par la force. En fait, en se procurant des missiles balistiques auprès de la Corée du Nord et en les utilisant contre l'Ukraine, la Russie viole les résolutions du Conseil de sécurité pour lesquelles elle a voté. Nous sommes par ailleurs profondément préoccupés par le transfert de missiles balistiques à la Russie par l'Iran. Tous les États Membres doivent s'abstenir d'appuyer directement ou indirectement l'agression de la Russie. En outre, le Japon condamne la saisie par la Russie de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, ainsi que le contrôle qu'elle continue d'exercer sur cette dernière et sa militarisation. Seul pays à avoir subi des bombardements atomiques pendant la guerre, le Japon n'acceptera pas les menaces nucléaires brandies par la Russie, et encore moins son emploi d'armes nucléaires.

Afin de protéger l'ordre international fondé sur l'état de droit, il est impératif d'instaurer une paix globale, juste et durable en Ukraine, reposant sur les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. L'écrasante majorité des membres de la communauté internationale partagent ce point de vue. Le seul pays responsable de la situation actuelle en Ukraine, c'est la Russie. Chaque État Membre, y compris les membres du Conseil de sécurité, doit affirmer clairement que c'est la Russie qui a déclenché cette guerre d'agression injustifiée. L'état de droit est un élément indispensable du multilatéralisme que l'ONU doit incarner. À cette fin, toutes les nations doivent s'acquitter de leurs responsabilités afin de renforcer la gouvernance du système des Nations Unies. Si nous voulons refléter les réalités du XXI^e siècle et maintenir efficacement la paix et la sécurité internationales, il faut impérativement renforcer les fonctions de l'ONU, notamment en réformant le Conseil de sécurité. Le Japon est déterminé à continuer d'exercer un rôle de premier plan à cette fin.

Pour terminer, en tant que pays déterminé à contribuer sérieusement au maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Japon demande une nouvelle fois fermement à la Russie de se retirer immédiatement,

complètement et sans condition de l'Ukraine. Le Japon restera aux côtés de l'Ukraine afin que la paix et la justice prévalent.

M. Gonçalves (Mozambique) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence slovène du Conseil d'avoir organisé cette séance d'information de haut niveau sur la situation de sécurité en Ukraine. Nous remercions également le Secrétaire général de sa déclaration et d'avoir exprimé l'urgence de la situation en Ukraine.

Alors que le conflit en Ukraine entre dans sa troisième année, nous observons avec une profonde inquiétude que les hostilités armées continuent de primer sur les appels à la paix, et que la situation reste désastreuse, avec d'importantes conséquences humanitaires. La communauté internationale continue de redouter un conflit plus large en Europe. L'escalade des tensions suscite un sentiment de malaise croissant. Il est impératif de reconnaître que le monde se trouve à un moment critique, où nous risquons de manquer à l'engagement que nous avons pris, en vertu de la Charte des Nations Unies, de « préserver les générations futures du fléau de la guerre ». Les conséquences potentielles d'un tel manquement pourraient dépasser la dévastation causée par les précédents conflits mondiaux.

Nous sommes réunis aujourd'hui à la suite de l'adoption historique par l'Assemblée générale du Pacte pour l'avenir (résolution 79/1). Cependant, nous devons reconnaître que si des mesures ne sont pas prises immédiatement pour régler ce conflit, l'avenir que nous cherchons à garantir aux générations futures pourrait être menacé, non seulement en Ukraine, mais aussi dans le monde entier. Ce conflit entre deux nations qui entretiennent des liens historiques étroits et de profondes affinités a mis à rude épreuve notre architecture mondiale de paix et de sécurité ainsi que nos principes communs d'humanité. Dans ce contexte sombre, alors que nous sommes à la croisée des chemins, confrontés à la triste réalité de la guerre et à la menace d'un conflit mondial, il est primordial de réaffirmer les valeurs fondamentales qui nous lient. Nous défendons fermement la primauté du dialogue raisonné sur le recours à la force. Notre force collective et notre espoir de paix reposent sur notre engagement inébranlable en faveur de la diplomatie, des principes consacrés par la Charte des Nations Unies, du droit international et des mécanismes de règlement pacifique des différends.

En nous appuyant sur l'expérience historique de notre nation, nous affirmons que le recours à la force conduit invariablement à la destruction. De tels actes exacerbent les divisions, alimentent le ressentiment et

infligent des souffrances indicibles aux membres les plus vulnérables de notre société. Nous sommes fermement convaincus que la violence, quelles que soient les justifications avancées par une quelconque partie, ne peut mener à la création des conditions nécessaires à une paix durable. C'est en s'appuyant sur un dialogue raisonné, en faisant preuve de patience, en adoptant une approche fondée sur des principes et en promouvant avec détermination la justice et la compréhension mutuelle que nous pourrions jeter les bases d'un monde où les générations futures seront préservées de la menace de conflits armés.

Le conflit en cours en Ukraine nous rappelle brutalement la fragilité de la paix et l'immense responsabilité qui nous incombe de la protéger. Nous sommes confrontés quotidiennement à un risque alarmant d'escalade, y compris le spectre inimaginable d'un affrontement nucléaire. Nous devons donc rejeter catégoriquement la tentation de répondre à la force par la force. Nous devons plutôt nous rallier aux principes mêmes qui nous guident depuis plus de sept décennies, à savoir le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des pays et le règlement pacifique des différends. Réaffirmons l'engagement solennel qu'ont pris les fondateurs de l'Organisation de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Il ne s'agit pas d'une abstraction, mais de notre responsabilité et de notre mission collectives. Il faut pour cela que chaque État Membre transcende les considérations politiques immédiates, agisse de manière raisonnable en faisant preuve de retenue et reconnaisse que notre humanité commune l'emporte sur tout gain politique éphémère. Ensemble, nous devons redoubler d'efforts pour faciliter la paix, promouvoir le dialogue et soutenir toute initiative visant à mettre fin aux hostilités et à rétablir l'espoir.

Demain, le Conseil de sécurité se réunira à nouveau pour un débat public sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales, axé sur le thème du leadership pour la paix. Nous devons rester vigilants face aux périls de l'orgueil démesuré chez les dirigeants et répondre à l'appel que nous avons collectivement approuvé dans le Pacte pour l'avenir afin de garantir un avenir meilleur aux générations actuelles et futures. Nous devons nous laisser guider par la noble tâche qui consiste à laisser derrière nous un héritage de paix, de stabilité et de dignité pour tous et toutes.

M. Barberis (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général António Guterres de ses efforts inlassables en faveur de la paix et saluer la présence dans cette salle aujourd'hui

de hautes autorités que ma délégation a écoutées et continuera d'écouter avec respect.

Je me présente devant le Conseil de sécurité avec un profond sentiment de responsabilité et une conscience aiguë de l'état de fragilité dans lequel se trouvent la paix et la sécurité mondiales. La guerre en Ukraine, qui continue de provoquer des souffrances humaines et d'engendrer une instabilité mondiale croissante, a posé de nouvelles questions quant à la crédibilité du Conseil en ce qui concerne l'exercice de sa responsabilité première, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La Charte des Nations Unies reste le phare qui doit nous guider vers une paix mondiale durable. Ses buts et principes nous rappellent la nécessité d'éviter les erreurs et les horreurs du passé, et c'est pourquoi il est de notre responsabilité collective de la défendre.

Je réaffirme l'attachement indéfectible de mon pays aux principes fondamentaux du droit international. Le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États n'est pas négociable. Le paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte est clair comme de l'eau de roche et aucune disposition n'admet ni ne légitime la menace ou l'emploi de la force comme moyen de régler les différends entre nations. C'est pourquoi mon pays maintient une position forte et cohérente, conforme au droit international et à la Charte, depuis le début du conflit en février 2022. Nous avons condamné l'invasion de l'Ukraine et nous avons toujours soutenu les résolutions adoptées par l'Assemblée générale ainsi que les mesures conservatoires indiquées contre la Fédération de Russie en mars 2022 par la Cour internationale de Justice.

Les populations touchées par le conflit sont confrontées à une crise humanitaire sans précédent. Les attaques contre les civils et les infrastructures civiles continuent de dévaster la vie des gens et de détruire leurs moyens de subsistance, y compris au-delà des frontières de l'Ukraine. L'Équateur a appelé les deux parties à protéger les civils, à éloigner les combats des zones peuplées, à préserver les infrastructures civiles et à respecter les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution, comme l'exige le droit international humanitaire. Mon pays a également appelé à la mise en œuvre de la résolution 2730 (2024) et des autres résolutions relatives à la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies. Il est essentiel de faciliter l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire vers toutes les zones touchées.

Les effets de ce conflit ne s'arrêtent pas aux frontières de l'Ukraine et de la Russie. Les conséquences économiques, énergétiques et alimentaires de la guerre touchent les pays en développement et compromettent les efforts déployés à l'échelle mondiale pour atteindre les objectifs de développement durable. Nous devons également mettre en garde contre le risque que la guerre ne se transforme en un conflit plus large. L'intensification des hostilités menace de nous placer dans une situation d'affrontement généralisé, qui aurait des conséquences impensables. Dans ce contexte, l'appel du Secrétaire général à la cessation des hostilités et les efforts des acteurs internationaux visant à mettre un terme au conflit doivent être soutenus. Je réaffirme que l'Équateur est déterminé à appuyer toutes les initiatives visant à rétablir la paix et la sécurité en Ukraine et dans la région. Le dialogue et la diplomatie ne peuvent être considérés comme des lignes rouges.

L'expérience de l'Équateur a montré que même les conflits les plus anciens peuvent être réglés par le dialogue et la diplomatie. Bien que nous soyons conscients de la complexité de la situation en Ukraine et des tensions géopolitiques qui l'entourent, cette expérience nous convainc que nous pouvons trouver une solution pacifique en Ukraine. Le Conseil a la responsabilité historique de contribuer à la recherche de solutions pacifiques en rejetant le recours à la force comme moyen de régler les différends et en œuvrant à la construction d'un monde où règne la sécurité collective.

C'est pourquoi — et c'est mon dernier point — l'Équateur se joint à l'appel lancé à la Fédération de Russie pour qu'elle mette un terme à ses opérations militaires en Ukraine afin que nous puissions progresser sans plus tarder vers un règlement négocié qui conduira à une paix durable fondée sur le droit international et les principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : L'éloquent Ministre britannique des affaires étrangères qui nous donne des leçons d'impérialisme, c'est l'hôpital qui se moque de la charité. Je lui recommande de lire notre amendement au Pacte pour l'avenir (résolution 79/1 de l'Assemblée générale), fondé sur le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. Qu'il y jette d'abord un coup d'œil et qu'il nous dise ensuite ce qui ne lui convient pas. Peut-être est-ce la référence à la Charte des Nations Unies ? Il a déjà battu en retraite, mais j'espère que ce message lui sera transmis.

Aujourd'hui, une campagne militaire absolument effroyable et inhumaine se déroule sous nos yeux. Début

septembre, le Secrétaire général a décrit la situation de la manière suivante :

« L'ampleur des souffrances observées [...] est sans précédent depuis le début de mon mandat de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Je n'ai jamais vu autant de morts ni de destructions que [...] ces derniers mois ».

Le conflit a déjà coûté la vie à près de 42 000 personnes, dont plus de 300 travailleurs humanitaires. Un territoire de 2 millions d'habitants a été réduit en ruines et rendu inhabitable pour les années, voire les décennies à venir. António Guterres avait déjà qualifié cette zone de « cimetière pour enfants » en raison du grand nombre de femmes et d'enfants qui y ont péri. Et pourtant, cela fait près d'un an que le Conseil de sécurité ne parvient pas à obtenir le cessez-le-feu demandé par tous les travailleurs humanitaires, sans exception, en raison de la position d'un seul membre permanent du Conseil de sécurité, qui a opposé son veto à cinq reprises.

Je pense qu'il est clair pour tout le monde que nous ne parlons pas de l'Ukraine, mais de la crise à Gaza. Pour que la différence entre les deux soit encore plus frappante, il suffit de rappeler qu'il y a un an, après le début de l'opération israélienne dans la bande de Gaza, plusieurs milliers d'Israéliens d'origine ukrainienne ont rejoint l'Ukraine, estimant qu'ils y seraient plus en sécurité. Après tout, la population ukrainienne sait très bien que la Russie ne prend pas pour cible des biens de caractère civil à moins qu'ils ne soient utilisés à des fins militaires, et que tous les faits de ce type rendus publics par les autorités ukrainiennes se produisent parce que les systèmes ukrainiens de défense aérienne interviennent depuis les zones résidentielles des villes ukrainiennes où ils sont déployés.

Dans ces circonstances, il est évident que le monde entier attendait du Conseil de sécurité qu'il réunisse des invités de haut rang à New York pour discuter précisément de la situation à Gaza, d'autant plus que les bouleversements tectoniques provoqués par la crise menacent de plonger toute la région du Moyen-Orient, du Liban à l'Iran en passant par le Yémen, dans un conflit régional violent et de grande ampleur. Rien qu'au cours des deux derniers jours, les frappes israéliennes ont tué près de 600 Libanais. Cependant, les membres occidentaux du Conseil de sécurité ont réservé cette salle à l'avance, précisément pour accueillir le Représentant permanent du Président ukrainien, dont la date de péremption est dépassée. Et si les pays arabes et les pays en développement n'avaient pas demandé la tenue d'une séance le 27 septembre, le Conseil

de sécurité n'aurait tout simplement pas discuté de Gaza cette semaine.

Tout cela semble d'autant moins flatteur pour le Conseil que ce qui se passe autour de l'Ukraine est très clair pour chacun et chacune d'entre nous. En voici un bref récapitulatif pour le Conseil : le régime de Kiev, arrivé au pouvoir à la suite du coup d'État de 2014 fomenté par l'Occident, a immédiatement déclenché une violente guerre civile contre les habitants du sud et de l'est du pays qui ne voulaient pas renoncer à leur identité et s'incliner devant les collaborateurs nazis. En conséquence, les autorités de Maïdan ont perdu la Crimée presque immédiatement. Puis, en 2015, ce conflit a été gelé par la signature de l'ensemble des mesures en vue de l'application des Accords de Minsk, approuvés par le Conseil de sécurité. Cependant, au lieu de mettre en œuvre ce document, les nouvelles autorités ukrainiennes ont pris grand soin de le saboter, se sont activement armées et ont préparé la guerre avec la Russie avec l'aide des États-Unis et de leurs alliés, comme l'ont admis un certain nombre de responsables politiques occidentaux à la retraite.

Après le refus catégorique du régime de Kiev de mettre en œuvre les Accords de Minsk et le rejet par ses commanditaires occidentaux de tout dialogue avec la Russie sur les questions de sécurité européenne, notre pays, confronté à une forte intensification des frappes ukrainiennes sur les villes pacifiques de la république du Donbass, a décidé de lancer une opération militaire spéciale. Elle aurait pu se terminer un mois plus tard, alors que l'armée russe était aux portes de Kiev, mais l'Occident a dissuadé le chef du régime de Kiev de signer le projet de traité de paix paraphé par l'Ukraine à Istanbul, en promettant de tout mettre en œuvre pour appuyer l'armée ukrainienne, qui serait alors en mesure de vaincre la Russie sur le champ de bataille.

Cependant, malgré les livraisons abondantes d'armements, y compris des armes à longue portée, la fourniture de renseignements, la désignation de cibles, l'envoi de mercenaires et d'instructeurs et l'implication directe de l'Occident dans le conflit dans le but d'infliger une défaite stratégique à la Russie en sacrifiant la vie des Ukrainiens, l'armée ukrainienne se trouve aujourd'hui au bord d'une défaite totale. Pour s'en convaincre, il suffit d'étudier les rapports militaires témoignant de l'effondrement rapide des lignes de fortification de Kiev sur le front oriental, dont l'édification a nécessité près de huit ans.

Pour compléter le tableau, il faut également tenir compte du fait que le recrutement de nouveaux soldats, que le régime Zelenskyy jette à une mort certaine dans

un hachoir à viande insensé, s'effectue presque exclusivement par la force, à la suite de rafles. C'est ce que montrent les vidéos publiées par des citoyens ukrainiens indignés, qui inondent le segment ukrainien d'Internet. En d'autres termes, les Ukrainiens ne veulent pas aller à la guerre. Ils essaient de fuir le pays par tous les moyens, et ceux qui se retrouvent sur le front sans avoir reçu l'entraînement approprié tentent de désertir ou de se rendre. Sans les troupes de barrage composées de nationalistes endurcis qui leur tirent dans le dos, les prisonniers se compteraient déjà par dizaines de milliers. Pour la même raison, la fameuse contre-offensive, sur laquelle les commanditaires de Zelenskyy et de sa clique fondaient de grands espoirs l'année dernière, a échoué.

Conscient de tout cela, le chef de la junte de Kiev a décidé d'exploiter la seule chance qui lui reste de se maintenir au pouvoir et d'éviter les représailles de ses compatriotes, en entraînant l'Occident dans un affrontement direct avec la Russie. Une provocation à grande échelle comme celle de Boutcha ferait l'affaire, mais elle a été menée de manière si maladroite et si peu convaincante que l'on risquerait de ne plus croire à une nouvelle provocation. L'autre option consisterait à provoquer une forte réaction après avoir mené, au moyen d'armes occidentales à longue portée, des frappes ciblant des installations situées à l'intérieur du territoire russe, puis à appeler à l'aide. Cependant, les dirigeants occidentaux, dont l'instinct de conservation n'est pas encore complètement atrophié, n'ont pas encore pris cette décision, ou du moins ils ne sont pas pressés de l'annoncer.

Le chef du régime de Kiev s'est dès lors résolu à jouer son va-tout et, après avoir bercé tout le monde de ses réflexions sur la paix, a décidé de lancer une attaque irresponsable contre une région pacifique frontalière russe. Mais là encore, les choses ne se sont pas déroulées comme prévu. Il n'a pas atteint ses objectifs et s'est vu contraint de gaspiller dans la région de Koursk des ressources humaines précieuses et des équipements occidentaux qui se font rares, alors que l'effondrement du front oriental se poursuit à un rythme sans précédent.

Et le voilà à New York, une fois de plus la main tendue, essayant une fois encore de convaincre les pays occidentaux de faire monter les enchères dans le conflit avec la Russie et de condamner leurs propres fils à une mort certaine en Ukraine, se retrouvant ainsi directement impliqués dans le conflit avec une puissance nucléaire. Zelenskyy n'a rien à perdre, mais les États-Unis et leurs alliés, eux, ont tout à perdre. Et ils sont bien conscients

du prix qu'ils risquent de payer s'ils essaient de sauver la valise sans poignée qu'est l'Ukraine.

L'acteur Volodymyr Zelenskyy joue désormais le rôle d'un type cool, d'un allié de l'Occident, voire du sauveur de l'humanité face à la menace russe. Il est devenu un ardent russophobe et un fervent nationaliste, biberonné aux idées de Bandera et des autres suppôts d'Hitler. Pourtant, le personnage qui était assis devant nous n'a pas toujours joué ce rôle, loin s'en faut. Pour comprendre à qui nous avons affaire, examinons brièvement les rôles politiques qu'il a joués au cours de la dernière décennie.

Par le passé, avant d'être élu Président et au début de son mandat, M. Zelenskyy s'est montré plutôt critique du coup d'État de 2014 et a demandé une enquête objective sur ses pages les plus sombres. Étant lui-même russo-phone, il a prononcé les mots suivants en 2014 :

« Si les habitants de l'est de l'Ukraine et de la Crimée souhaitent s'exprimer en russe, qu'on les laisse tranquilles. Laissez-les faire. Laissez-les parler russe légalement. La langue ne divisera jamais notre patrie ».

Au plus fort de sa campagne électorale en 2019, il a déclaré que l'oppression de la langue russe était inacceptable et a évoqué la nécessité de garantir que la langue russe se développe sur un pied d'égalité avec les autres langues. En outre, il a promis de garantir un cessez-le-feu durable dans le Donbass. Comme on pouvait s'y attendre, son programme a séduit les électeurs ukrainiens, dont il a obtenu les trois quarts des voix. Ce qui l'a également aidé, c'est qu'il a donné des interviews en russe, qu'il a promis de ne pas imposer le culte des suppôts nazis à ceux qui ne les considèrent pas comme des héros et qu'il s'est engagé à faire taire les armes dans l'est du pays, où les forces armées ukrainiennes bombardent des villes pacifiques depuis cinq ans, tuant des femmes, des personnes âgées et des enfants.

Néanmoins, après sa victoire, il a commencé à jouer un rôle différent et n'a tenu aucune de ses promesses. Nous pouvons voir comment il a progressivement trahi le peuple ukrainien et détruit l'État pour servir les intérêts de ses commanditaires occidentaux. Dans son discours d'investiture, il a déclaré que l'État ukrainien devait se battre pour les cœurs et les âmes des habitants du Donbass, et pas seulement pour un territoire. Peu après son arrivée au pouvoir, il a commencé à saboter la mise en œuvre des Accords de Minsk. Il a soutenu les lois les plus extrémistes contre la langue russe et les russophones et a même conseillé aux habitants du sud-est de l'Ukraine qui

se considèrent comme des Russes de s'installer en Russie en les qualifiant de « spécimens ».

Je voudrais demander à M. Zelenskyy – bien que ce ne soit plus possible puisqu'il est parti – qui a appelé aujourd'hui au respect de la Charte des Nations Unies, en quoi ces actions sont conformes à la Charte. En quoi les violations des droits de l'homme fondamentaux autorisées par les dirigeants ukrainiens sont-elles conformes à la Charte des Nations Unies ? Est-il prêt à ne faire référence qu'à certaines parties du document, à savoir celles relatives à l'intégrité territoriale ?

Au lieu d'éliminer les causes profondes de la crise interne ukrainienne qui a conduit à la guerre civile, le nouveau Président de l'Ukraine a décidé de jeter de l'huile sur le feu. En effet, une inquisition linguistique a été menée dans le pays, réprimant l'utilisation du russe, qui est la langue maternelle de la majorité des Ukrainiens. Avant même l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine, l'opposition avait été laminée, les médias indépendants avaient été fermés, l'Église orthodoxe ukrainienne canonique était réprimée et les groupes nationalistes et néonazis prospéraient. Tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, liait l'Ukraine à la Russie a été proscrit, l'histoire a été réécrite et les enfants ont été endoctrinés avec des théories délirantes sur une civilisation ukrainienne millénaire, dont descendraient les Juifs, les Portugais et les Français. Il ne s'agit pas d'une blague ni de l'infox. C'est ce qui est écrit dans un manuel de géographie de huitième année d'un collège ukrainien, et nous l'avons montré ici dans la salle.

Dans les cris de guerre occidentaux, l'Ukraine est présentée comme une victime innocente de l'agression russe, et les États-Unis et leurs alliés comme des gardiens de la paix. Rien n'est moins vrai. Sous le régime néonazi de Kiev, l'Ukraine est devenue la dictature d'un seul homme. Et pour conserver le pouvoir et faire aveuglement le jeu de l'Occident, le dictateur est prêt non seulement à noyer tout le pays dans le sang et à sacrifier tous les jeunes Ukrainiens qui n'ont pas pu fuir le pays, mais aussi à précipiter le monde dans l'abîme d'une troisième guerre mondiale.

Il y a quelques années, M. Zelenskyy a déclaré :

« Je peux vous assurer que pour que nos héros ne meurent plus, je suis prêt à tout. Et je n'ai absolument pas peur de prendre des décisions difficiles. Je suis prêt à perdre mon poste sans hésitation pour que règne la paix ».

Ces phrases semblent sortir du domaine de la fantaisie, tant elles ont perdu de leur pertinence. Son soutien au sein

de la population étant au plus bas, il a une peur animale de perdre le pouvoir, car il sait qu'il devra répondre de tous les crimes qu'il a commis alors qu'il était aux manettes.

Je voudrais rappeler que des élections régulières devaient se tenir le 31 mars, mais que M. Zelensky les a annulées sous le prétexte de la loi martiale, ce qui est contraire à la Constitution du pays. Après le 20 mai, date à laquelle, conformément à la Constitution, les pouvoirs présidentiels auraient dû être transférés au Président de la Verkhovna Rada, le chef de la junte de Kiev s'est transformé en un simple usurpateur de pouvoir. Soit dit en passant, les pouvoirs de la neuvième session de la Verkhovna Rada ont expiré le 28 août.

En cinq ans de mandat présidentiel, il a conduit le pays qui lui avait été confié vers le gouffre, bradant l'Ukraine à des sociétés occidentales, détruisant son économie et la plongeant dans une grave crise démographique.

Le Président Biden s'est exprimé aujourd'hui devant l'Assemblée générale sur la nécessité de sauver la nation ukrainienne. La nation ukrainienne n'est menacée par rien. Nous ne luttons pas contre elle. Nous luttons contre le régime criminel qui s'est emparé du pouvoir à Kiev et qui mène son peuple à la catastrophe. Et il ne s'agit pas d'une guerre pour des territoires, comme le prétendent nos adversaires. Il s'agit d'une bataille pour la conscience et les droits des populations.

Un règlement juste et durable de la crise ukrainienne n'est possible que si ses causes profondes sont éliminées. Avant tout, les violations des droits de la population russophone doivent cesser et les autres lois discriminatoires en Ukraine doivent être abrogées. Aujourd'hui, nous avons entendu des appels de toutes parts en faveur d'une solution politique et diplomatique fondée sur la Charte des Nations Unies. Cependant, il n'y aura pas de résolution si l'on ne surmonte pas l'héritage de Maïdan ; si l'on n'élimine pas le nationalisme, le nazisme et les autres manifestations de discrimination en Ukraine ; si l'on ne respecte pas les droits et les libertés fondamentales de tous, sans distinction de race, de sexe, de langue et de religion, conformément au paragraphe 3 de l'Article 1 de la Charte des Nations Unies. Cette conclusion, semblerait-elle évidente, n'a pas été évoquée ni par nos collègues occidentaux ni par le Secrétaire général. Nous n'avons pas non plus entendu une autre thèse importante, à savoir que les objectifs et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et leur nature interdépendante doivent être respectés dans leur intégralité. Aux dispositions relatives au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États s'ajoute le principe de l'autodétermination des

peuples. Ce principe ne doit jamais être oublié, pas plus que le principe de la responsabilité des États à l'égard de tous leurs citoyens, sans exception.

Nous espérons que le régime de Kiev ne sera pas en mesure de détruire complètement son pays et son peuple, ce qu'il est sur le point de faire, ni de précipiter le monde dans le gouffre d'une catastrophe nucléaire. À cette fin, il lui faut adopter aussi rapidement que possible des paramètres réalistes pour un règlement à long terme de la crise ukrainienne, plutôt que de se rabattre sur des ultimatus chimériques, des plans de victoire, etc. Le prix de ce triomphalisme criminel et désinvolte est payé par les Ukrainiens ordinaires, dont la résistance à la clique de Kiev qui se croit tout permis va grandissant.

En ce qui nous concerne, la Fédération de Russie a toujours été prête à vivre en paix et en bon voisinage avec l'Ukraine jusqu'à ce que celle-ci devienne un nid de guêpes agressif, russophobe et néonazi, menaçant notre sécurité, et jusqu'à ce que l'on commence à élaborer des plans pour l'entraîner dans le bloc militariste de l'OTAN. Nous avons toujours respecté les Ukrainiens ; c'est un peuple frère avec lequel nous avons des liens historiques indéfectibles. Ce n'est pas un hasard si des millions d'Ukrainiens ont trouvé refuge en Russie. Si le camp occidental ne nous permet pas d'éliminer la tumeur cancéreuse qu'est le régime actuel de Kiev par des moyens pacifiques et si les considérations géopolitiques et économiques de Washington et de ses satellites continuent de primer sur le salut du pays, nous poursuivrons notre opération militaire spéciale jusqu'à ce que nous ayons atteint nos objectifs par des moyens militaires. Il n'y a pas d'autre moyen de parvenir à la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Avant de poursuivre, je me permettrai de lire ce rappel au temps imparti. La présente séance doit être levée avant 18 heures. Je rappelle donc à tous les orateurs et à toutes les oratrices que le temps de parole est fixé à trois minutes, afin de pouvoir conclure la séance dans le temps imparti. Les participants peuvent transmettre la version intégrale de leur déclaration pour publication en tant que document du Conseil de sécurité, accompagnée d'une lettre adressée au Président.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Gitanas Nausėda, Président de la République de Lituanie.

Le Président Nausėda (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom des trois États baltes, à savoir l'Estonie, la Lettonie et mon propre pays, la Lituanie.

Nous sommes ici aujourd'hui pour examiner le maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine. Avant de nous tourner vers l'avenir, je propose que nous parlions aussi du passé et du présent. L'Ukraine était parfaitement à l'abri des menaces extérieures avant que cette sécurité ne lui soit dérobée, avant l'occupation illégale de la Crimée, avant l'invasion du Donbas, et avant la guerre d'agression à grande échelle lancée en 2022. À l'heure actuelle, l'Ukraine n'est ni en paix, ni en sécurité. C'est la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, qui est directement responsable de la menace qui pèse sur la paix et la sécurité non seulement de l'Europe mais du monde.

Je rappellerai aux membres que l'instance d'exception qu'est l'ONU a été créée pour prévenir autant les guerres d'agression que les crimes de guerre. « Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre » : c'est par ces mots que commence la Charte des Nations Unies. Nous continuons, aujourd'hui encore, de manquer à cette promesse.

C'est une véritable honte que la Russie puisse toujours se cacher derrière le droit de veto et qu'elle y recoure activement pour couvrir les crimes de ses partenaires. Toutes les personnes présentes dans cette salle, sans exception, connaissent les nombreux crimes du Kremlin ; je n'en répéterai pas toute la liste.

Ce que les États baltes exigent, c'est que des comptes soient rendus. Tous les dirigeants politiques et militaires de la Russie, de même que leurs principaux complices, doivent répondre de ces crimes. Il faut créer un tribunal international spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine. En vertu des mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale, les criminels de guerre doivent être arrêtés par les pays ayant ratifié le Statut de Rome.

Les États baltes reconnaissent qu'une application véritable du principe de responsabilité requiert une victoire décisive de l'Ukraine. La paix ne pourra être obtenue que par la restauration complète du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. La sécurité ne pourra être garantie que lorsque la Russie reconnaîtra qu'elle ne l'emportera jamais sur le courageux peuple ukrainien.

Il est donc du devoir de la communauté internationale d'appuyer l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra, jusqu'à sa victoire finale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères de la Roumanie.

M^{me} Odobescu (Roumanie) (*parle en anglais*) : Chaque jour qui passe, l'agression de la Russie contre l'Ukraine porte un coup de plus à un multilatéralisme efficace et fondé sur des règles, au cœur duquel se trouve l'ONU. Nous sommes réunis aujourd'hui au Conseil de sécurité pour soutenir notre voisine l'Ukraine, la Charte des Nations Unies et le droit international, et pour répéter qu'il n'y a qu'une seule manière de mettre fin à l'agression contre l'Ukraine, comme suit.

La Russie doit se plier aux règles du droit international. Elle doit cesser inconditionnellement d'employer la force et se retirer complètement et sans délai du territoire ukrainien à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. L'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi que son droit souverain de choisir librement sa voie, doivent être respectés par tous les États Membres de l'ONU. L'Ukraine a légitimement le droit de se défendre face à l'agression de la Russie.

Dans le cadre de l'agression militaire illégale en cours, des civils innocents sont tués. Qui plus est, la Russie utilise un large éventail de techniques militaires, qu'il s'agisse de la menace irresponsable de recourir à l'option nucléaire, de la désinformation ou de la destruction des infrastructures énergétiques et des violations du principe fondamental de la liberté de navigation.

La récente attaque de la Russie contre un navire chargé de céréales ukrainiennes en mer Noire est un exemple de plus de ses actions agressives dans la région. La Roumanie entend continuer avec détermination d'améliorer la capacité de transit des marchandises ukrainiennes via ses ports sur le Danube et la mer Noire.

Dans ces circonstances graves, nous devons veiller à ce que justice soit rendue et à ce que soient dûment établies les responsabilités de tous les crimes commis contre l'Ukraine, y compris le crime d'agression. La guerre en cours porte une atteinte grave à la sécurité de toute la région de la mer Noire, mettant à l'épreuve la résilience des États voisins. Nous rappelons que la stabilité de la République de Moldova est cruciale pour le reste de la région.

L'inaction ne permettra pas de restaurer la paix en Ukraine. La Roumanie plaide inlassablement pour une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies. La Roumanie appuie sans réserve la formule pour la paix du Président Zelenskyy. Un principe est limpide, sur les plans tant juridique que moral : seule l'Ukraine a la légitimité politique et morale de décider si, quand et à quelles conditions elle veut engager

le dialogue avec la Fédération de Russie. Ce que nous souhaitons est simple et parfaitement naturel : il s'agit de la paix pour le peuple ukrainien et du respect complet de la Charte des Nations Unies et du droit international. Ce devrait être là notre objectif et notre responsabilité à tous.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Hongrie.

M. Szijjártó (Hongrie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Ministre, d'avoir organisé cette séance d'information.

Le pays que je représente, un voisin direct de l'Ukraine, est confronté aux conséquences de cette guerre depuis deux ans et demi et il paie le prix de cette guerre alors même qu'il n'est en rien responsable de son déclenchement.

Après presque 1 000 jours, je pense que la question n'est plus de savoir ce que nous pensons de cette guerre mais comment la paix sera obtenue. Plus précisément encore, la question devrait être : quel est le chemin le plus rapide vers la paix ? Nous pensons que nous devons parvenir à la paix de la manière la plus rapide possible, car plus nous tarderons à instaurer la paix, plus il y aura de morts, plus les familles souffriront, plus les populations chercheront à y échapper et plus les destructions seront vastes. Nous, voisins hongrois, ne voulons pas de destructions supplémentaires ; nous ne voulons pas que davantage de familles souffrent ; et nous ne voulons pas qu'il y ait davantage de morts, d'autant qu'une importante communauté hongroise est installée en Ukraine.

Nous devons nous rendre à l'évidence et ne pas nous fier uniquement à nos propres canaux de communication : il est clair que les mesures prises jusqu'à présent ont totalement échoué du point de vue de la paix. Les livraisons d'armes n'ont pas du tout contribué à nous rapprocher de la fin de la guerre. L'augmentation du nombre d'armes de part et d'autre de la ligne de front a fait plus de victimes et a prolongé la guerre. Nous sommes par ailleurs très préoccupés par le risque sans cesse croissant d'escalade et par les références expresses à l'emploi d'armes nucléaires de toutes sortes.

Nous, les Hongrois, plaidons en faveur d'un cessez-le-feu et de l'ouverture de pourparlers de paix. Nous pensons que c'est le moyen le plus rapide de parvenir à la paix, d'autant plus que l'évolution de la situation jusqu'à présent prouve qu'il ne peut pas y avoir de solution sur le champ de bataille. Le champ de bataille est synonyme de pertes et de destruction. Nous, les Hongrois, sommes

fiers de faire partie de la majorité mondiale en faveur de la paix et nous sommes prêts à prendre part à toute initiative mondiale visant à promouvoir les espoirs de paix et le soutien à la paix. Nous espérons que cette semaine de haut niveau de l'Assemblée générale nous rapprochera de la fin de la guerre, de la paix et de la fin des souffrances pour les populations de notre région.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Pologne.

M. Sikorski (Pologne) (*parle en anglais*) : L'Ambassadeur russe a prédit que ce débat comporterait une série de déclarations éculées dictées par Bruxelles. C'est un mensonge. J'assure les membres du Conseil que j'ai moi-même écrit ce qu'ils vont entendre.

L'Ambassadeur russe affirme que la Russie ne bombarde pas de cibles civiles. C'est encore un mensonge. Il y a deux semaines, je me suis rendu dans la ville ukrainienne de Lviv où une maison a été touchée par un missile russe Kalibr. Cette image montre le résultat. Un homme a vu les corps sans vie de sa femme et de ses trois filles retirés des décombres. Toutes étaient des civiles. Toutes vivaient loin de la ligne de front et toutes ont été tuées.

L'Ambassadeur russe a qualifié Gaza de cimetière d'enfants, ce qui est effectivement une situation tragique. Mais les enfants ukrainiens ne sont pas uniquement la cible de bombardements. Des milliers d'entre eux ont été enlevés et emmenés en Russie, où on leur fait subir un lavage de cerveau afin de les dépouiller de leurs souvenirs et de leur identité nationale. La Russie prétend que ces enfants sont des orphelins laissés seuls dans une zone de guerre, encore un mensonge. Nombre d'entre eux ont été séparés de leurs parents soit par accident, lors d'attaques, soit délibérément par l'armée de l'agresseur. Des rapports indépendants ont révélé que

« les autorités ont déporté des enfants ukrainiens vers la Russie ou les territoires contrôlés par la Russie sans leur consentement, leur ont menti en leur disant que leurs parents ne voulaient pas d'eux, les ont utilisés à des fins de propagande, les ont placés dans des familles russes et leur ont donné la citoyenneté russe ».

Des camps spéciaux prodiguent aux enfants enlevés une éducation patriotique russe et une ligne d'assistance téléphonique a été mise en place pour mettre en relation les mineurs avec de potentielles « familles d'accueil », lesquelles sont appâtées avec des promesses d'argent. En outre, M. Poutine a signé un décret permettant d'accélérer

le processus d'octroi de la citoyenneté russe aux enfants ukrainiens volés. Il ne s'agit pas de dommages collatéraux de la guerre. Il s'agit d'un plan conçu avant la guerre et exécuté sans pitié. Les enquêteurs de l'ONU ont conclu que ces actions constituent des crimes de guerre. En octobre 2022, la Cour pénale internationale a lancé un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine. L'Ambassadeur Nebenzia et les propagandistes russes aiment qualifier les membres du Gouvernement ukrainien démocratiquement élu de nazis, comme le Conseil vient de l'entendre. Il se trouve que j'habite à trois kilomètres de Potulice, en Pologne, le site d'un ancien camp de filtration nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est connu comme un lieu où étaient emprisonnés des milliers d'enfants de Pologne et des environs de Smolensk et de Vitebsk, en Union soviétique. Près de 800 de ces enfants sont morts, mais des milliers d'autres ont été transférés à l'ouest pour être germanisés, des enfants aryens blonds aux yeux bleus, considérés comme ayant les caractéristiques raciales voulues.

J'aimerais donc poser quelques questions à l'Ambassadeur russe et à ses supérieurs. En quoi ce qu'ils sont en train de faire aux enfants ukrainiens kidnappés diffère-t-il de ce que les nazis allemands ont fait à leurs enfants et aux nôtres ? Combien de fonctionnaires russes ont adopté des enfants ukrainiens volés en suivant l'exemple de Sergei Mironov, l'ancien Président du Conseil de la Fédération de Russie, comme l'a rapporté la BBC ? Quand rendront-ils à l'Ukraine les milliers d'enfants ukrainiens qu'ils ont volés ? Savent-ils que voler les enfants d'un autre pays équivaut à un génocide, comme l'a récemment réaffirmé l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ? Se souviennent-ils que les diplomates et les propagandistes d'un régime génocidaire sont également des criminels, comme l'ont affirmé les procureurs soviétiques à Nuremberg à propos de Ribbentrop et de Streicher ?

Les membres permanents du Conseil de sécurité sont censés être les gardiens de la paix. Ils ne sont pas censés mener leurs guerres en s'en prenant aux enfants des autres. C'est une honte pour la Russie, et elle ne sera ni pardonnée ni oubliée. Au passage, puisque l'Ambassadeur Nebenzia nie la réalité de la collaboration entre les Soviétiques et les nazis lors de l'invasion de la Pologne en 1939, voici des images de leur défilé commun. Je suis sûr qu'il reconnaîtra les uniformes soviétiques.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et européennes de la Slovaquie.

M. Blanár (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseil de me donner l'occasion de prendre la parole en tant que voisin immédiat de l'Ukraine et de prononcer un message clef au nom de la Slovaquie. Je voudrais me concentrer sur trois points.

Premièrement, et pour réaffirmer notre position de principe, la Slovaquie appuie par principe la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Les frontières doivent être respectées et ne peuvent être modifiées par la force. La souveraineté de tous doit être respectée. Il s'agit là de dispositions clefs de la Charte des Nations Unies, indispensables à la stabilité mondiale et à la prévisibilité des relations internationales. De même que la Slovaquie n'a pas reconnu l'indépendance unilatéralement proclamée par le Kosovo, elle ne reconnaît pas non plus l'annexion de la Crimée ou des régions de Donetsk, Kherson, Luhansk et Zaporizhzhia.

Deuxièmement, en ce qui concerne la poursuite des efforts de paix, plus de deux ans et demi se sont écoulés depuis le début de l'invasion, sans que les puissances mondiales ne s'engagent fermement en faveur du processus de paix. Les divisions au sein du Conseil s'accroissent et son rôle de garant de la paix est remis en question. La Slovaquie appelle toutes les parties prenantes à mettre de côté leurs divergences et à se concentrer sur les efforts visant à mettre fin aux souffrances humaines et à la destruction de l'Ukraine. Il n'y a pas d'autre voie que celle du dialogue, car la situation ne peut être résolue uniquement par des moyens militaires. La guerre contre l'Ukraine et la guerre à Gaza ont des conséquences désastreuses sur la sécurité alimentaire et énergétique mondiale et sur les voies d'approvisionnement. Et lorsque nous parlons de paix, nous devons être très précis. Une paix juste et durable pour l'Ukraine ne peut être obtenue en dehors des principes clefs énoncés dans la Charte des Nations Unies. La Slovaquie est prête à soutenir tout processus ou cadre concret qui respecte ces principes. Le processus déterminera le résultat. Ce conflit ne pourra être réglé que si la concurrence entre les puissances mondiales est remplacée par leur coopération et le retour à la diplomatie.

Je voudrais clore ces observations sur les efforts de paix en citant Albert Einstein : « La paix ne peut être maintenue par la force ; seule l'entente permet de la réaliser ».

Troisièmement, l'avenir de l'Ukraine est dans l'Union européenne. Le Gouvernement de mon pays est favorable à une Ukraine pacifique, indépendante, souveraine, démocratique et prospère, aux frontières stables et

internationalement reconnues, et progressant fermement sur la voie des réformes nécessaires en vue de son adhésion future à l'Union européenne. Hier, j'ai pris la parole à la réunion du Groupe G7+ sur la question du maintien de l'appui en faveur de l'Ukraine à l'approche de l'hiver. Nous continuons de fournir une aide d'urgence sous forme d'électricité, de gaz et de combustible diesel afin de limiter autant que possible les coupures d'électricité et de chauffage en Ukraine. Les personnes sont notre première préoccupation. À cette fin, la troisième réunion conjointe des Gouvernements slovaque et ukrainien aura bientôt lieu, dans le but d'accélérer la mise en œuvre de la feuille de route signée par nos premiers ministres au début de l'année, l'accent étant mis sur les infrastructures stratégiques et la connectivité.

La Slovaquie reste déterminée à témoigner sa solidarité aux habitants de l'Ukraine, ainsi qu'à ceux de Gaza et du Soudan.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Borrell Fontelles.

M. Borrell Fontelles (*parle en anglais*) : Nous nous réunissons aujourd'hui alors qu'un membre permanent du Conseil, la Russie, continue de mener une guerre d'agression brutale, injustifiée et non provoquée contre l'Ukraine. Comme l'ont affirmé de nombreux orateurs aujourd'hui, cette guerre constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies.

La Russie a lancé une guerre contre l'Ukraine. Il s'agit là de la première guerre interétatique en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Ukraine se défend, conformément au droit naturel de légitime défense qui lui revient en vertu de la Charte des Nations Unies, et elle le fait contre un État doté de l'arme nucléaire. La communauté internationale doit continuer de soutenir résolument la liberté, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Certains ont déclaré ici aujourd'hui que la paix leur tenait à cœur. Personne n'aime la paix plus que les Ukrainiens. Ces amoureux de la paix veulent parvenir à la paix le plus rapidement possible, mais ils ont omis de mentionner que le moyen le plus rapide d'y parvenir serait que la Russie retire ses troupes d'Ukraine. Oui, il y a une autre voie, celle de la capitulation ukrainienne, mais nous ne voulons pas qu'il soit mis fin à la guerre de cette manière. Et ces amoureux de la paix se désolent parce que le soutien que nous fournissons à l'Ukraine n'a pas permis de mettre fin à la guerre. Certes non, mais il a permis à

l'Ukraine de se défendre, et nous voulons que l'Ukraine continue de se défendre. En conséquence, tous les amoureux de la paix devraient prendre en considération le fait que la manière dont cette guerre va se terminer a de l'importance. L'une des façons de mettre fin à cette guerre, la reddition de l'Ukraine face à la violation de son intégrité territoriale, donnerait à l'auteur de cette violation un bon exemple à suivre encore et encore. C'est pourquoi j'invite tous les amoureux de la paix à garder en tête le fait que nous parlons de la liberté d'un pays, d'un peuple, qui se défend contre un agresseur.

Les rapports de l'ONU sont sans équivoque : la destruction délibérée d'infrastructures et de logements civils prive la population civile des services nécessaires à sa survie, en particulier au début de la saison hivernale, et le pays a perdu les deux tiers de sa capacité de production d'électricité.

Le transfert récent de missiles balistiques à courte portée à la Russie par l'Iran, mais aussi par la Corée du Nord, est en train de devenir un catalyseur de l'agression russe ; il représente une escalade matérielle importante et une menace directe pour la sécurité européenne. Ces armes seront probablement utilisées contre les civils ukrainiens, ce qui ajoutera un niveau de souffrance et de destruction à cette guerre.

L'Union européenne maintient son soutien sans réserve en faveur de l'Ukraine et d'une paix juste et durable, parce que nous aussi voulons la paix, mais une paix qui soit fondée sur le droit international et la Charte des Nations Unies, au même titre que plus de 110 partenaires qui ont soutenu le communiqué conjoint publié à l'issue du Sommet pour la paix en Ukraine en vue d'établir un cadre de paix, pour défendre, encore une fois, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale d'un pays agressé.

En fin de compte, c'est à l'Ukraine, et à elle seule, de définir les conditions dans lesquelles elle souhaite que cette guerre prenne fin. Et nous devons accorder plus d'attention aux violations constantes de l'embargo contre la Russie ; nous devons nous préoccuper du contournement des sanctions, qui prolonge de fait la guerre. Et nous devons renforcer la légitimité de notre soutien à l'Ukraine en observant nos propres valeurs et en appliquant ces valeurs partout, car il s'agit du meilleur moyen de soutenir l'Ukraine ; la cohérence est essentielle.

Alors que le monde devient de moins en moins multilatéral et de plus en plus transactionnel, nous ne devons ménager aucun effort pour endiguer ce glissement

vers plus de transactions et moins de normes : c'est la meilleure façon de soutenir l'Ukraine pour parvenir à une paix juste qui fasse échec à l'agresseur.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre fédérale allemande des affaires étrangères.

M^{me} Baerbock (Allemagne) (*parle en anglais*) : Il y a 943 jours, la Russie a lancé son agression à grande échelle contre l'Ukraine. Cela fait 943 jours de souffrances, 943 jours durant lesquels des femmes ont été violées à Bucha, des personnes ont été torturées dans l'est de l'Ukraine et des enfants ont été déportés. Et comme nous l'avons entendu ici aujourd'hui, ces faits sont indéniables. Des enfants sont arrachés à leur foyer et déportés, comme l'a souligné mon collègue polonais. Nous n'avons même pas entendu l'Ambassadeur russe le nier. Il a déclaré que c'était mieux pour les enfants. On estime que plus de 20 000 enfants ont été déportés. Je demande à toutes les personnes présentes d'imaginer qu'il s'agit de leurs enfants et qu'elles doivent entendre, ici, au Conseil de sécurité, que c'est ce qu'il y a de mieux pour leur enfant, qu'on leur a volé en tant que mère ou en tant que père.

J'ai eu la possibilité de parler avec l'une des rares adolescentes qui ont pu être rapatriées. Elle m'a déclaré en larmes,

« Promettez-moi une chose : vous ne vous arrêtez pas, vous ne resterez pas silencieux jusqu'à ce que toutes les autres filles, tous les autres garçons, et les petits enfants, soient rentrés ».

C'est la promesse que nous avons faite, en tant que voisins européens et en tant qu'Allemands. Mon pays, qui — nos amis polonais en ont fait mention ici — est responsable du pire crime commis sur le continent européen, a la chance que ma génération puisse vivre à nouveau dans la paix. C'est parce que d'autres, amis et partenaires européens, se sont mobilisés pour nous, permettant à mon pays de vivre dans la paix, réunifié au cœur de l'Europe. C'est également le message que je souhaite adresser à ceux qui nous demandent, et c'est bien compréhensible, si nous pouvons mettre un terme à cette situation, s'il n'est pas préférable de cesser d'aider l'Ukraine à se défendre ou si nous ne devrions pas simplement feindre de ne pas voir ce qui est en train de se passer. Nous ne pouvons pas agir de la sorte, car mon pays s'est engagé à toujours défendre les principes des Nations Unies, et nous ne nous arrêterons pas tant que ces enfants n'aient pas retrouvé leur famille. La Fédération de Russie et l'Ambassadeur russe, qui quitte toujours la salle après s'être exprimé, comme j'en ai fait

l'expérience à plusieurs reprises, peuvent bien se bercer d'illusions, et l'homme le plus fort de leur pays peut bien se cacher derrière les adolescentes qu'il a enlevées, mais ils ne peuvent pas duper le reste du monde.

Nous n'avons pas besoin de revenir sur les 943 jours d'atrocités, il suffit de rappeler ce qui s'est passé dimanche, ici, à New York. La Russie a voulu nous empêcher de réaliser une véritable percée pour l'ONU, alors qu'une grande majorité d'États s'était ralliée aux valeurs inscrites dans la Charte. C'est à ce moment-là que la Russie a tenté de duper le monde, en voulant nous empêcher de réaliser une véritable percée pour l'ONU. Nous pouvons aussi le lire un peu partout sur Twitter. La vérité russe est que la majorité issue de la « jungle » n'a pas été capable de prendre la bonne décision. C'est ainsi que la Russie de Poutine parle aujourd'hui des autres pays, en les qualifiant de « jungle ». Elle parle de l'Ukraine comme d'une merveille qui doit être violée. Et c'est ainsi que les soldats et l'armée de Poutine se comportent, chaque jour, depuis 943 jours. Dernièrement, ils ont utilisé des drones lourds et des missiles pour prendre directement pour cible des centrales électriques. Les deux tiers des infrastructures électriques et de chauffage ont déjà été détruits, même si nous essayons de les protéger avec des moyens de défense aérienne. Ces deux tiers d'infrastructures ont été détruits non pas par hasard, mais parce que l'hiver revient, avec des températures de - 15 °C, sans électricité ni chauffage, et avec une eau qui gèle. C'est un crime contre l'humanité que de laisser des gens mourir de froid.

C'est pourquoi je voudrais une fois de plus lancer un appel à tous les amis du monde entier. Nous comprenons parfaitement pourquoi certains pensent que la situation peut s'améliorer si nous n'apportons plus d'appui militaire à l'Ukraine, si nous nous contentons d'appeler toutes les parties à la neutralité. Mais le fait est que s'il n'y a plus de défense aérienne autour des centrales électriques restantes, il n'y aura plus d'électricité en Ukraine et tout sera détruit. Nous pouvons certes appeler les deux parties à la neutralité, mais Volodymyr Zelenskyy a invité le Président russe à la table des négociations durant l'été et lui a proposé d'entamer un dialogue, et Vladimir Poutine a répondu en rehaussant les seuils d'agression. En juin, l'Ukraine a invité la Russie à une deuxième conférence internationale de la paix, et Poutine a réagi en bombardant un hôpital pour enfants à Kyïv.

Nous estimons dès lors qu'il faut envoyer davantage de moyens de défense aérienne pour protéger les hôpitaux pour enfants. C'est pourquoi nous sommes, d'une part, très reconnaissants qu'un nombre croissant de

nos partenaires dans le monde réfléchissent à la manière de mettre fin à la guerre. C'est ce dont nous avons besoin ; il faut mettre fin à la guerre. D'autre part, nous ne pouvons pas rester les bras croisés, alors que la guerre ne connaît pas de fin et que Poutine ne prend pas place à la table des négociations, nous ne pouvons pas simplement rester les bras croisés et regarder la Russie détruire l'autre moitié de l'Ukraine. Pour nous, lorsque nous parlons de paix, nous pensons que la paix doit être juste et durable. Instaurer la paix, c'est garantir à l'Ukraine que la fin des combats ne se traduira pas par une nouvelle série de préparatifs en Russie, en Ukraine, en République de Moldova ou en Pologne, comme nous l'a redit notre collègue dans cette salle. Instaurer une paix juste et durable, c'est garantir l'existence de l'Ukraine en tant que pays libre et indépendant. C'est fournir des garanties de sécurité. Cette tâche est difficile, et des gens meurent chaque jour.

Mais dimanche, nous avons montré ce que nous pouvons accomplir si nous unissons nos forces. Nous avons montré que ceux qui veulent détruire notre Charte n'y parviendront pas si nous restons unis et si nous nous rassemblons autour d'elle. Rassemblons-nous également autour de la Charte en faveur de l'Ukraine, dans le même esprit, pour une paix juste et durable pour l'Ukraine, l'Europe et le monde entier.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères du Danemark.

M. Rasmussen (Danemark) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des cinq pays nordiques, à savoir la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et mon pays, le Danemark.

Je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement la Slovénie d'avoir réuni des dirigeants du monde entier. Je tiens également à remercier le Secrétaire général de son exposé éclairant et le Président Zelenskyy d'avoir fait le point sur la situation en Ukraine et de nous avoir présenté la formule de paix.

Cela fait aujourd'hui deux ans et sept mois que la Russie a lancé son invasion illégale et à grande échelle de l'Ukraine. Cet épisode a marqué une escalade majeure dans la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui a débuté en 2014. Cela ne saurait évidemment être toléré. Il faut le condamner, et la Russie et ses représentants doivent rendre des comptes.

Aujourd'hui, les pays nordiques souhaitent partager trois messages.

Premièrement, en menant sa guerre d'agression, la Russie viole les règles et les principes les plus élémentaires du droit international. Il est particulièrement choquant que la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, continue de faire fi de la Charte des Nations Unies, pierre angulaire de cette institution. Les destructions considérables et les souffrances du peuple ukrainien résultent toutes du choix de la Russie de poursuivre son agression barbare. Les pays nordiques continueront d'œuvrer en faveur d'une pleine application du principe de responsabilité pour les crimes commis. Il nous incombe à tous et à toutes de veiller à ce que la Russie et ses représentants répondent de leurs actes.

Deuxièmement, nous répétons que la guerre menée par la Russie a des conséquences graves au-delà du continent européen. Ce mois-ci, un navire transportant des céréales a été attaqué en mer Noire. Nous condamnons avec force ces attaques, qui mettent en péril l'approvisionnement alimentaire mondial. Il est très préoccupant de constater que la Russie poursuit ses attaques systématiques et destructrices contre les infrastructures critiques de l'Ukraine. Les civils sont confrontés à d'immenses difficultés en Ukraine. Près de 15 millions de personnes ont déjà besoin d'une aide humanitaire. L'intensification des attaques russes a des répercussions sur la vie de millions de personnes en Ukraine. Dans tous les secteurs de la vie, la population est privée d'accès à l'eau, à l'électricité et au chauffage, et l'hiver approche à grands pas. Pour mettre fin à cette situation, il faudra un appui interrégional solide. C'est pourquoi nous exhortons les États Membres à aider l'Ukraine à défendre son peuple et à reconstruire ses infrastructures, à faire respecter la Charte des Nations Unies en amenant la Russie à répondre de ses actes, et à appeler à une paix juste et durable.

Cela m'amène à mon troisième et dernier point. Nous avons besoin d'une paix globale, juste et durable fondée sur le droit international, y compris la Charte des Nations Unies. Les pays nordiques soutiennent fermement la formule pour la paix du Président Zelenskyy et encouragent tous les États Membres à faire de même. La Conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine, en juin, a confirmé que la Charte des Nations Unies suscitait un fort appui et a balisé la voie à suivre. Le cheminement vers la paix en Ukraine doit s'appuyer sur la Charte des Nations Unies et les principes clefs qu'elle consacre, dont la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous restons résolument attachés à la Charte et déterminés à appuyer l'Ukraine.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Türkiye.

M. Yıldız (Türkiye) (*parle en anglais*) : Avant tout, je tiens à mon tour à remercier le Secrétaire général de son exposé complet.

Au moment où nous nous réunissons aujourd'hui, nous sommes face à une sombre réalité : la guerre est sur le point d'entrer dans sa quatrième année. Ce conflit a infligé de très dures souffrances à des millions de personnes, en Ukraine et ailleurs. Depuis le début de la guerre, chaque jour nous éloigne hélas un peu plus de la paix. Après presque trois années d'hostilités, les espoirs de voir le conflit prendre fin sont rares. En revanche, le risque qu'une escalade échappe à tout contrôle reste bien présent. Une escalade menacerait non seulement l'Europe, mais aussi la stabilité mondiale.

Jusqu'ici, la communauté internationale a tenté de mettre fin à la guerre en usant principalement de mesures coercitives. Malheureusement, cela n'a encore rien donné. La Charte des Nations Unies oblige à régler les différends par des moyens pacifiques. Nous devons donc plaider en faveur d'une paix juste, ancrée dans le droit international. Nous devons systématiquement réaffirmer notre attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance de l'Ukraine. Le Conseil de sécurité peut jouer de son influence pour encourager les parties à revenir à la table des négociations. En définitive, une paix juste ne pourra être obtenue que via un dialogue direct et une entente mutuelle. C'est ce principe élémentaire qui préside à notre approche du conflit depuis le début.

Nous restons convaincus que les efforts et le dialogue diplomatiques doivent être au cœur de nos efforts. Nous demeurons pleinement solidaires des Turcs tatars de Crimée et appuyons leurs efforts pour faire valoir leurs droits. Par-dessus tout, nous devons à tout prix empêcher l'apparition en Ukraine d'une nouvelle ligne de fracture géopolitique susceptible de déclencher une confrontation mondiale de long terme. Il est toujours aussi important d'encourager les deux parties à envisager de redynamiser le volet diplomatique, en dépit des circonstances actuelles.

Tout le monde le sait, certaines initiatives lancées par la Türkiye en coordination avec l'ONU, ont donné d'importants résultats, comme l'Initiative de la mer Noire, l'échange de prisonniers de guerre ou l'élimination des mines marines. D'autres initiatives n'ont pas encore abouti, mais nous ne relâcherons jamais nos efforts.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Italie.

M. Tajani (Italie) (*parle en anglais*) : À de nombreuses occasions, y compris dans cette salle, le Gouvernement italien, dirigé par la Première Ministre Giorgia Meloni, a énoncé sa position claire sur l'agression russe contre l'Ukraine. L'Italie prône, aux côtés de l'Ukraine, l'objectif d'une paix juste. Nous sommes solidaires d'un peuple envahi qui lutte pour défendre sa liberté et sa souveraineté. Il s'agit d'une priorité cruciale de l'ONU, de l'Union européenne et de l'Italie, qui préside cette année le Groupe des Sept (G7).

En à peine quelques jours à New York, j'ai assisté à deux réunions du G7 sur l'Ukraine. Appuyer la défense de Kyïv et protéger ses infrastructures est primordial. Notre soutien est axé sur la défense des territoires ukrainiens. Nous ne sommes pas en guerre avec la Russie. Notre objectif est d'instaurer la paix. Nous sommes favorables à l'organisation d'une conférence de la paix avec la Russie et la Chine, afin de parvenir à un accord satisfaisant, qui affirme que la paix ne signifie pas la défaite de l'Ukraine, mais plutôt la liberté et l'intégrité de l'Ukraine.

Je tiens à exprimer notre entière solidarité avec le Gouvernement ukrainien et son peuple face aux attaques intenses que la Russie livre actuellement contre les infrastructures énergétiques. L'hiver est imminent. Nous nous inquiétons vivement de cette situation et réaffirmons notre soutien à l'Ukraine et à son secteur énergétique. Le droit international humanitaire appelle au respect des infrastructures énergétiques.

Comme je l'ai indiqué hier durant notre réunion du G7 élargi consacrée à l'énergie, depuis le début de la guerre, l'Italie a fourni plusieurs centaines de tonnes de matériel, dont des groupes électrogènes. Le Gouvernement italien, en collaboration avec nos entreprises, a fait d'importantes donations. En février, nous avons signé avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement un accord portant sur un projet de 200 millions d'euros axé sur la restauration des capacités de la principale société d'hydroélectricité ukrainienne. Nous voulons faire plus.

L'Italie accueillera en 2025 la prochaine édition de la conférence sur le relèvement de l'Ukraine. Nous entendons mettre l'accent sur la paix. Nous voulons éviter les spirales de l'escalade. De notre point de vue, la solution passe par l'ouverture d'un processus politique et diplomatique.

(l'orateur poursuit en français)

Je souhaite maintenant m'adresser directement à mes collègues des pays partenaires. Il est temps d'unir nos efforts en vue d'une paix juste et de travailler à l'élaboration d'une plateforme de négociations commune. Ils trouveront toujours une oreille attentive à Rome. Nous soutenons l'approche adoptée par la Russie lors du sommet de juin. Nous pensons qu'il faut se concentrer sur les trois piliers dont nous avons discuté en Suisse : les questions humanitaires, le nucléaire et la sécurité alimentaire.

(l'orateur poursuit en espagnol)

Nous sommes très préoccupés par la sécurité à la centrale nucléaire de Zaporizhzhya. Nous devons continuer d'appuyer les efforts de M. Grossi, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le G7 a réaffirmé qu'il fallait soutenir le secteur agricole ukrainien, qui est crucial pour l'approvisionnement alimentaire

mondial, en particulier pour les nations les plus vulnérables. Le G7 a également demandé que les exportations de céréales, de denrées alimentaires, d'engrais et d'intrants agricoles en provenance d'Ukraine se poursuivent. Nous accueillons l'échange de prisonniers comme une étape positive. C'est un point de départ sur lequel nous continuerons de faire fond.

(l'orateur reprend en anglais)

L'attachement à la paix nécessite une mobilisation constante. L'Italie veut faire tout son possible, à commencer par la prochaine réunion ministérielle du G7, que j'accueillerai en novembre à Fiuggi, près de Rome, et le Dialogue méditerranéen qui se tiendra à Rome, également en novembre. Il est important de saisir toutes les occasions d'œuvrer pour une paix juste. Le Conseil peut compter sur le Gouvernement italien.

La séance est levée à 18 heures.